
Commission de la santé et des services sociaux

L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ET DES SERVICES SOCIAUX

RÉPONSES AUX QUESTIONS PARTICULIÈRES

– DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION –

VOLUME 2

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

– DEUXIÈME GROUPE D’OPPOSITION –

VOLUME 2

TABLE DES MATIÈRES DE L’ENSEMBLE DES QUESTIONS

	<u>Page</u>
140. Rapport quinquennal de la situation dans les salles d'urgence.	1
141. Suivi des visites dans les urgences considérées comme étant plus problématiques.	2
142. Nombre de visites à l'urgence par clientèle, par région et par établissement au cours des cinq dernières années.	3
143. Délai moyen de séjour à l'urgence par clientèle, par région et par établissement au cours des cinq dernières années. Temps d’attente moyen :	4
• ambulatoire	
• sur civière	
144. Pourcentage de patients à l'urgence par clientèle, par région et par établissement au cours des cinq dernières années.	5
145. Patients ayant quitté les urgences sans voir un médecin par région et par établissement au cours des trois dernières années.	6
146. Cibles et les objectifs du MSSS concernant l'amélioration de la situation dans les urgences.	7
147. Concernant l’intégration des systèmes informatiques, informationnels et de l’ensemble des infrastructures en technologie de l’information liés à l’abolition des agences de santé et de l’entrée en vigueur de la loi 10 :	8
• nombre de systèmes à intégrer;	
• calendrier de l’intégration;	
• coûts estimés de l’intégration;	
• personne ou organisme responsable.	

148.	État de situation au sujet du projet pilote du DSQ. Préciser :	9
	• Les montants reçus d'Inforoute santé Canada par année depuis la signature de l'entente; • Les montants déboursés par projet pour le DSQ au 31 mars 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018. • Échéancier de déploiement du DSQ par projet et par région; • La liste des contrats signés, le montant de chacun des contrats, le nom de la firme ou de la personne, le nombre de soumissionnaires et le montant proposé dans la soumission par contrat; • Les effectifs du bureau DSQ ainsi que la provenance des effectifs (ministères, organismes, entreprises privées); • Description des règles d'appel d'offres du MSSS et de l'Agence de santé et de services sociaux de Montréal; • Évaluation des dépassements des coûts totaux pour le déploiement complet du DSQ. • Nombre d'utilisateurs du DSQ au 31 mars 2018; • État de situation sur le développement du DCI dans les établissements; • Détail du montant prévu pour l'informatisation (DSQ/DCI/DME) pour chacune des années futures (2013 à 2021).	
149.	État de situation sur la mise en place de la nouvelle direction de lutte contre le cancer, incluant les effectifs et le budget d'opération.	10
150.	Combien le Québec a-t-il retiré du Partenariat canadien contre le cancer financé par le gouvernement fédéral depuis 2007 ?	11
151.	Pourquoi le Québec n'a toujours qu'un simple statut d'observateur au Partenariat canadien contre le cancer ?	12
152.	Montant pour financement des soins palliatifs à domicile et en maisons spécialisées en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.	13
153.	Cible du MSSS pour l'offre de services en soins palliatifs.	14
154.	État de situation sur la mise en place du registre du cancer, incluant les effectifs et le budget d'opération.	15
155.	État de situation relativement au projet pilote d'inscription de nouveaux médicaments en oncologie. Nombre de médicaments visés, nombre d'ententes signées avec des compagnies et estimations des coûts.	16
156.	État de situation sur la mise en place des équipes interdisciplinaires fonctionnelles dans chaque établissement impliqué dans la lutte contre le cancer.	17
157.	Montant obtenu du Partenariat canadien contre le cancer et montant retiré ou gelé par Partenariat canadien contre le cancer.	18
158.	État de situation concernant la mise en place d'un registre québécois du cancer incluant notamment les sommes investies pour la mise en place du registre et l'échéancier.	19
159.	État de situation sur la mise en place du programme de dépistage du cancer colorectal.	20
160.	État de situation de la mise en place du plan directeur en cancérologie.	21
161.	Délai moyen pour un traitement de radiothérapie par clientèle, par région et par établissement au cours des cinq dernières années.	22
162.	État de situation sur la mise en place d'un programme d'assurance qualité dans les laboratoires québécois.	23

163.	Nombre et pourcentage de CSSS qui maintiennent et bonifient l'accessibilité aux personnes recevant des soins palliatifs à domicile aux services de base, 24 h sur 24 et 7 jours sur 7 ainsi que le panier de services suivant : • un service téléphonique (avec mise à profit d'Info-Santé); • les services médicaux; • les services infirmiers; • la couverture pharmaceutique avec trousse d'urgence; • les services de répit et de dépannage; • le matériel et les fournitures pour l'aide à domicile.	24
164.	Nombre de cliniques de grippe par région et par établissement et date de mise en place.	25
165.	État de situation sur les négociations avec la FMOQ quant à la mise en place de cliniques de grippe.	26
166.	Nombre de personnes et pourcentage de personnes s'étant fait vacciner contre la grippe.	27
167.	État de situation sur le Programme québécois d'aide financière aux personnes infectées par le virus de l'hépatite C.	28
168.	État de situation concernant l'utilisation des électrochocs en matière de traitement en santé mentale. Indiquer les établissements où a lieu cette pratique, le nombre de patients concernés et le nombre de médecins ayant recours à cette méthode.	29
169.	État de situation au sujet de la fluoration de l'eau au Québec.	30
170.	État de situation sur l'encadrement de certaines pratiques des COOP de santé.	31
171.	État de situation sur le financement des RUIS relativement à la coordination des services en matière de douleur chronique.	32
172.	Liste et détails des initiatives interprovinciales en matière de santé découlant des conférences des premiers ministres ou des ministres provinciaux de la Santé depuis 2000 et description de la participation du Québec à ces initiatives. Inclure la liste et les détails des initiatives auxquelles le Québec participe, ne participe pas ou en partie seulement.	33
173.	État de situation sur le registre du don d'organe.	34
174.	Bilan du Programme national de santé publique.	35
175.	État de situation en matière d'écart de financement interrégionaux en dollar et en pourcentage par région socio sanitaire, par programme et échéancier pour régler la situation.	36
176.	Nombre d'interventions du ministre de la Santé et des Services sociaux en vertu de l'article 54 de la Loi sur la santé publique. Spécifier les dossiers dans lesquels il est intervenu, les dates et les avis fournis.	37
177.	Estimation du coût des actes médicaux non payés par des personnes non couvertes par la RAMQ.	38
178.	État de situation concernant les pompes à insuline.	39
179.	État de situation relativement à la mise en place d'une ligne Info Médicaments.	40
180.	Objectifs de réduction de la lutte au tabagisme.	41
181.	Évaluation des coûts directs et indirects liés au tabagisme pour l'État québécois et le réseau de la santé.	42

182.	Financement du programme gouvernemental de lutte contre le tabac depuis les 5 dernières années et prévisions pour 2018-2019. Évaluation des besoins d'indexer ce programme.	43
183.	Échéancier prévu pour accorder des nouvelles responsabilités aux infirmières et échéancier pour l'application complète de la loi 41.	44
184.	Échéancier pour la mise en place de la gratuité des traitements médicalement requis pour stabiliser l'état des patients atteints de dégénérescence maculaire dans les établissements publics.	45
185.	Liste d'attente en imagerie médicale et échographie par région et par établissement.	46
186.	État de situation concernant la construction d'un nouvel hôpital dans le secteur de Vaudreuil.	47
187.	État de situation concernant la construction d'un nouvel hôpital dans l'Est de l'Île de Montréal.	48
188.	État de situation concernant l'agrandissement de l'hôpital Pierre-Le Gardeur.	49
189.	Détail des plans d'optimisation incluant les montants par région et par mesure Santé identifiée.	50
190.	Économie réalisée en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et estimation pour 2018-2019 pour la baisse des prix des médicaments génériques.	51
191.	Impacts financiers de la hausse de la marge bénéficiaire accordée aux grossistes en 2011-2012 et les années subséquentes jusqu'à aujourd'hui.	52
192.	Détail moyen d'évaluation d'un médicament.	53
193.	Concernant les nouveaux médicaments, le nombre et le pourcentage de demandes d'inscription acceptées par année depuis 2007-2008.	54
194.	Concernant les nouveaux médicaments contre le cancer, le nombre et le pourcentage de demandes d'inscription acceptées par année depuis 2007-2008.	55
195.	Situation financière des établissements du réseau de la santé et des services sociaux par établissement et par région (cible visée, déficit annuel, déficit accumulé, intérêts payés par les établissements, etc.) pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019. Indiquer total par région et total national.	56
196.	Déficit autorisé dans les établissements du réseau de la santé et des services sociaux en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et prévisions pour 2018-2019 et déficit accumulé.	57
197.	Montant de la dette à assumer par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour chaque établissement au 31 mars 2015, 2016, 2017, 2018 et prévisions de la situation au 31 mars 2019.	58
198.	Montant dévolu par région au programme de santé mentale pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et prévisions pour 2018-2019 :	59
	• Clientèle adulte : i. 1^{ère} ligne; ii. 2^e ligne; iii. Autres. • Clientèle jeune : i. 1^{ère} ligne; ii. 2^e ligne; iii. Autres	

199.	Service de la dette :	60
	• détail de la croissance du service de la dette pour les cinq dernières années; • par année; • par programme (ministère) ainsi que celui du gouvernement.	
200.	Montant dévolu par établissement au programme de santé mentale, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019 :	61
	• Clientèle adulte : i. 1^{ère} ligne; ii. 2^e ligne; iii. Autres. • Clientèle jeune : i. 1^{ère} ligne; ii. 2^e ligne; iii. Autres	
201.	État de situation et sommes investies en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019 sur la mise en place des recommandations de la Protecteur du citoyen sur les services gouvernementaux destinés aux enfants présentant un trouble envahissant du développement.	62
202.	Plan de services intégrés pour les personnes âgées. État de situation des annonces effectuées autour de ce plan et bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées depuis 2014-2015 et prévisions pour 2018-2019.	63
203.	Budget accordé pour le soutien à domicile lié à la perte d'autonomie :	64
	• montant réellement dépensé en, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019 par clientèle; • ventilation par région pour les mêmes années; • ventilation par CSSS pour les mêmes années; • liste d'attente par établissement.	
204.	Nombre de personnes en attente pour des soins à domicile par établissement au 31 mars au 31 mars 2017.	65
205.	Pourquoi le Ministère de la Santé et des Services sociaux ne possède-t-il pas une liste d'attente des patients qui attendent pour des soins à domicile ?	66
206.	Budget par région pour le soutien à domicile pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.	67
207.	Répartition des personnes âgées de 2012 à 2018 selon leur lieu de résidence.	68
208.	Prévisions de la population atteinte de démence et âgée de 65 ans et plus par région administrative.	69
209.	Évolution du nombre d'hospitalisations de courte durée chez les personnes âgées entre 2014 et 2017 et prévisions pour 2017-2018 sur la base de diagnostics principaux et secondaires.	70
210.	Nombre d'aînés recevant des services selon le milieu de vie entre 2014 et 2018 et prévisions pour 2018-2019.	71
211.	Répartition des dépenses du programme-services « Perte d'autonomie liée au vieillissement (PALV) » depuis 2014 par année et prévisions pour 2018-2019.	72
212.	État de situation par rapport à la prestation de compassion versée par le gouvernement fédéral depuis 2003.	73

213.	État de situation et bilan des visites d'appréciation des installations de CHSLD depuis 2003. Indications par rapport au nombre d'installations visitées, nombre d'installations ayant déposé un plan de correctifs, nombre d'installations ayant complété à 100 % les correctifs identifiés lors des visites, le nombre d'installations ayant reçu une note inférieure et supérieure à 70 %.	74
214.	État de situation et bilan du nombre de résidences privées pour personnes âgées certifiées par rapport au nombre total de résidences inscrites au registre des résidences pour personnes âgées ainsi qu'un état de situation des principaux facteurs qui font que certaines résidences privées pour personnes âgées n'ont pas encore reçu leur certification.	75
215.	Nombre de résidences n'ayant pas encore reçu leur certification au 31 mars 2018 par région et par territoire de CSSS ainsi que le nombre de résidences privées pour personnes âgées qui ont fermé leurs portes depuis l'instauration du règlement sur la certification depuis 2007.	76
216.	Budget accordé pour le soutien à domicile lié au postopératoire : montant réellement dépensé en 2014-2015, 2016-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019, par clientèle: i. ventilation par région pour les mêmes années; ii. ventilation par CSSS pour les mêmes années; iii. liste d'attente par établissement.	77
217.	Budget et dépenses pour l'ensemble du gouvernement du Québec, par personne, pour le soutien à domicile en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019 par rapport au montant dépensé par chacune des provinces canadiennes et moyenne canadienne.	79
218.	Budget accordé en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019 pour les soins à domicile par établissement et par région, excluant les crédits d'impôt.	80
219.	Budget accordé en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019 pour les services à domicile par établissement et par région, excluant les crédits d'impôt.	81
220.	Nombre de lits disponibles en CHSLD par région et par établissement pour les cinq dernières années et prévisions pour 2018-2019.	82
221.	Nombre de lits en ressources intermédiaires, par clientèle, par région et par établissement pour les cinq dernières années et prévisions pour 2018-2019.	83
222.	Nombre de lits en ressources de type familial par région et par établissement pour les cinq dernières années.	87
223.	Nombre de lits de courte durée occupés par des personnes en attente d'un lit en longue durée par région et par établissement pour les cinq dernières années.	88
224.	Coût moyen : • d'un lit en CHSLD; • d'un lit de courte durée; • d'un lit de courte durée lorsque occupé par une personne en attente d'un lit de longue durée; • d'un lit en ressource intermédiaire; • d'un lit en ressource de type familial; • d'un lit en centre de réadaptation; • d'un bloc opératoire par heure	89

225.	Au 31 mars 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018 par région:	90
	• nombre de CHSLD; • liste des CHSLD • nombre de places; • nombre de places occupées; • nombre de places vacantes; • nombre de personnes sur une liste d'attente.	
226.	Au 31 mars 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018, par région;	91
	• délai moyen d'attente par région et par établissement avant d'obtenir une place permanente en CHSLD • nombre de lits d'hébergement transitoire par région et par établissement • séjour moyen en lits d'hébergement transitoire avant d'obtenir une place permanente en CHSLD par région et par établissement.	
227.	Au 31 mars 2015, 2016, 2017, 2018 par région et au total :	93
	• nombre de nouveaux CHSLD; • nombre de nouvelles places; • prévisions pour 2016-2017 : i. ouverture de nouveaux CHSLD; ii. fermeture et/ou transformation de CHSLD; • étape de réalisation pour chacun des projets.	
228.	Le nombre de places en CHSLD public fermées en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018.	94
229.	État de situation pour chacun des projets de construction de CHSLD en mode PPP.	95
230.	Liste des organismes communautaires subventionnés par le MSSS et montant des subventions octroyées par organisme, par région et au total en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018.	96
231.	Nombre de maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et budget alloué, par maison, par région et au total en 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.	97
232.	Subventions accordées aux organismes communautaires en santé mentale dans chacune des régions pour les années 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.	98
233.	État de situation et bilan d'implantation de la Loi sur la protection de la jeunesse.	99
234.	État de situation au sujet du financement, de l'âge moyen et du nombre de familles d'accueil de 2007 à 2018 et prévisions pour 2018-2019.	100
235.	État de situation par rapport à la publication du rapport du comité chargé d'évaluer l'implantation des nouvelles dispositions de la Loi sur la protection de la jeunesse.	101
236.	État de situation de 2004 à 2018, par région administrative du nombre de dossiers de protection de la jeunesse confiés à chaque intervenant et prévisions pour 2018-2019.	102
237.	État de situation de 2004 à 2018, par région administrative, du nombre de signalements en protection de la jeunesse et prévisions pour 2018-2019.	103
238.	État de situation de 2004 à 2018 des différentes mesures mises en place en protection de la jeunesse dans le Grand Nord québécois.	104
239.	État de situation par rapport aux différentes recommandations du Vérificateur général en 2009 en matière de protection de la jeunesse.	105

240.	Ventilation des sommes dévolues en développement en, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et prévisions pour 2018-2019 pour les jeunes en difficulté, par région et par établissement.	106
241.	Liste des sommes dues par le gouvernement fédéral aux centres jeunesse desservant les communautés autochtones.	107
242.	Liste d'attente par région en évaluation, en accès à l'hébergement et en application des mesures pour les personnes atteintes de déficience intellectuelle, par groupe d'âge, en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.	108
243.	Détails de l'état d'avancement des travaux sur la politique de services intégrés à la jeunesse pour une meilleure coordination entre les milieux scolaires, les CSSS et les centres jeunesse.	109
244.	Pour chaque année, par région du Québec, depuis 2010, la moyenne de dossiers de protection de la jeunesse confiés à chaque intervenant, ventilé selon le type d'intervention (évaluation / application des mesures).	110
245.	Pour chaque année, par région du Québec, depuis 2007, à l'application des mesures, la moyenne de rencontres par mois et/ou semaine et/ou année avec l'enfant et/ou sa famille ayant un suivi avec la DPJ.	111
246.	Pour chaque année, par région du Québec, depuis 2010, par semaine et/ou mois et/ou année, la moyenne d'heures qu'effectue les intervenants, ventilé selon le type d'intervention (évaluation/application des mesures) pour des tâches administratives (rédaction, remplir les notes, etc.) ainsi que le nombre d'heures moyennes consacrés à l'intervention auprès des jeunes et de leur famille.	112
247.	Pour chaque année, par région du Québec, depuis 2010, le nombre d'intervenants (ou une moyenne) pour les directions de la protection de la jeunesse, ventilé selon le type d'intervention (évaluation / application des mesures).	113
248.	Pour chaque année, par région du Québec, depuis 2010, la moyenne des absences des intervenants, ventilés selon le type d'intervention et ventilés selon le type d'absence – maladie de courte durée et maladie longue durée. Concernant les absences de longue durée pour cause de maladie, la durée moyenne de l'absence.	114
249.	Ventilation des sommes allouées au transport adapté depuis 2003 par région.	115
250.	Ventilation des places dans les centres d'hébergement publics, dans les centres de réadaptation et dans les centres de jour en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019 par région.	116
251.	Liste d'attente pour les programmes d'aide matérielle, par catégorie de programme en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.	117
252.	Nombre d'organismes et liste des organismes financés pour la lutte contre la toxicomanie par région ainsi que le montant versé.	118
253.	Bilan des ressources d'hébergement en toxicomanie ayant reçu leur certification.	119
254.	Liste des organismes qui offrent des traitements de lutte contre la toxicomanie.	120
255.	État de situation concernant l'encadrement des centres de lutte contre la dépendance, notamment la toxicomanie.	121
256.	Liste d'attente en matière de lutte contre la toxicomanie.	122
257.	Montant prévu pour la lutte contre la toxicomanie pour les cinq dernières années par région et par établissement.	123

258.	Budget et dépenses pour l'ensemble du gouvernement du Québec, par personne, pour le soutien à domicile en 2015-2016 et 2016-2017, par rapport au montant dépensé par chacune des provinces canadiennes, et moyenne canadienne.	124
259.	Répartition des effectifs par secteur d'emploi pour les centres d'accueil, centres d'hébergement et CHSLD en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018.	125
260.	Nombre de postes à temps plein ou équivalent à temps complet par type d'emploi et au total pour les établissements du réseau de la santé, par établissement (CH, Centres de santé et de services sociaux, CLSC, CHSLD, Centres de réadaptation, Centres jeunesse, etc.), par région et au total.	126
261.	Nombre de lits (courte et longue durée) permis pour chacun des CH, CHU, CHA, IU, CSSS, CHSLD publics et privés, Centres de réadaptation, etc., par établissement, par région et au total au 31 mars 2018.	127
262.	Budget de fonctionnement de chacun des CHSLD et au total en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018.	131
263.	Pour chacun des centres d'accueil, centre d'hébergement et CHSLD, état de la liste d'attente au 31 mars 2018.	134
264.	Allocations budgétaires pour chacun des CLSC : • dans chacune des régions pour les années 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; • par programme pour les années 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; • comparaison per capita pour les années 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018.	135
265.	Nombre de places dans les résidences privées pour aînés au 31 mars 2015, 2016, 2017 et 2018 au Québec et par région.	136
266.	Concernent les résidences pour personnes âgées non certifiées, fournir pour les années financières 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018: • le nombre total de résidences non certifiées en ventilant par région; • le nom des résidences non certifiées; • la date butoir que le gouvernement s'est donnée afin de certifier l'ensemble des résidences.	137
267.	Concernent les lits en soins palliatifs, fournir les informations suivantes : • le ratio par 500 000 habitants de lits en soins palliatifs pour chaque région; • le coût d'implantation pour un lit en soins palliatifs.	138
268.	Concernent le suicide, fournir : • les sommes investies dans la prévention du suicide chez les 50 à 64 ans par année depuis les 5 dernières années; • le nombre de sentinelles pour la prévention du suicide qui ont été formées afin de venir en aide aux personnes de 50 à 64 ans; • les sommes investies spécifiquement pour la mise en place du programme des Sentinelles par année depuis sa création; notamment pour les aînés.	139

269.	Concernent les places en CHSLD, par région et au total, fournir pour les années financières 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018:	140
	• nombre de CHSLD (en précisant le nom); • nombre de places; • nombre de places occupées; • nombre de places vacantes; • nombre de personnes en attente d'une place en CHSLD pour chaque région; • le coût moyen par année pour une place dans un CHSLD; • l'évaluation des sommes nécessaires pour octroyer une place pour toutes les personnes en attente d'une place en CHSLD; • les coûts moyens engendrés par une personne en attente d'une place en CHSLD qui requiert des soins particuliers à domicile; • prévision de nouvelles places de longue durée pour personnes âgées en 2018-2019 par région et au total.	
270.	Pourquoi le Ministère de la Santé et des Services sociaux ne possède-t-il pas un portrait du temps d'attente avant les patients qui attendent une place permanente en CHSLD alors que les établissements de santé possèdent ces informations ?	141
271.	Ressources d'accueil (nombre de ressources, nombre de places, nombre d'usagers, nombre de personnes en attente) selon les types de clientèles suivantes en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019 :	142
	• les jeunes; • les adultes; • les personnes âgées; • les personnes ayant une déficience physique; • les personnes ayant une déficience intellectuelle; • les personnes alcooliques et toxicomanes ainsi que les joueurs pathologiques.	
272.	Nombre de personnes en attente, délais d'attente moyens et coûts estimés pour améliorer l'accessibilité aux services spécialisés pour chacun des services spécialisés de réadaptation pour les TED selon la région socio sanitaire au 31 mars 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018;	143
	• adultes et aînés; • enfants.	
273.	Nombre de personnes en attente, délais d'attente moyens et coûts estimés pour améliorer l'accessibilité aux services spécialisés pour chacun des services spécialisés de réadaptation en déficience intellectuelle selon la région socio sanitaire au 31 mars 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018:	144
	• adultes; • aînés; • enfants.	
274.	Nombre de personnes en attente, délais d'attente moyens et coûts estimés pour améliorer l'accessibilité aux services spécialisés pour chacun des services spécialisés de réadaptation en déficience physique selon la région socio-sanitaire au 31 mars 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018 :	145
	• adultes et aînés; • enfants.	

275.	Pour le programme d'allocation directe :	146
	• ventilation détaillé du budget du programme au 31 mars 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018; • région et par établissement; • nombre de demandes au 31 mars 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018; • nombre de bénéficiaires du programme au 31 mars 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018; • nombre de demandes en attente de service au 31 mars 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018; • prévisions du budget alloué pour 2018-2019, par région, et bilan de la mise en place de ce programme; • nombre de bénéficiaires et d'employés inscrits au service de paie du programme « Chèque emploi-service » à l'institution financière responsable de la gestion de ces paies au 31 mars 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018.	
276.	Pour l'Avion ambulance :	148
	• nombre de transports de patients; • coût d'utilisation ventilé	
277.	État de situation au sujet de la politique du médicament :	149
	• état de mise en oeuvre de chacune des mesures; • les sommes investies pour chacune des mesures de la Politique du médicament depuis le dépôt de celle-ci.	
278.	Coût total de la campagne de vaccination :	150
	• publicité; • location de salle; • personnel infirmier; • temps supplémentaire; • cliniques de grippe.	
279.	État de situation concernant les unités de débordement existantes dans le réseau de la santé et des services sociaux :	151
	• liste des unités; • statistiques de fréquentation et de délai moyen de séjour par unité, par établissement.	
280.	Montant payé par des cliniques privées avec médecins non participants par des centres hospitaliers pour des soins donnés à des clients de ces cliniques privées :	152
	• montant total pour le Québec; • montant payé par établissement.	
281.	Grilles tarifaires en vigueur dans les stationnements de chacun des établissements publics du réseau de la santé (hôpital, CLSC, CHSLD, etc.) au 31 mars 2016, au 31 mars 2017 et 31 mars 2018.	153
282.	Revenus générés par les établissements et fondations pour l'exploitation de leurs stationnements en 2015, 2016, 2017 et 2018. État d'avancement du financement de chacun des projets de stationnement qui doivent être autofinancés.	154
283.	Impact fiscal de l'incorporation des médecins au Québec par année depuis 2007.	155
284.	Pourquoi le Ministère de la Santé et des Services sociaux ne possède-t-il pas un portrait des médecins incorporés et de son impact fiscal ?	156
285.	État de situation sur les frais accessoires.	157

286.	Prévision des nouveaux budgets disponibles en 2017-2018 et 2018-2019 après la conclusion du premier Forum québécois national sur le trouble du spectre de l'autisme.	158
287.	Concernant l'hébergement public dans le réseau de la santé : • nombre de places en ressources intermédiaires au 31 mars 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018 au Québec et par région; • nombre de places en ressources de type familial 31 mars 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018 Québec et par région; • nombre de places en CHSLD public et privés conventionnés au 31 mars 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018 au Québec et par région.	159
288.	Nombre de couples qui ont demandé à vivre dans le même CHSLD afin de ne pas être séparés en 2014, 2015 et 2016 au Québec et par région; • demandes acceptées • demandes refusées	160
289.	Ventilation de l'utilisation des 65 millions \$ annoncés lors du Forum sur les meilleurs pratiques en CHSLD; • professionnels de la santé embauchés par types d'emplois (infirmières, infirmières cliniciennes, infirmières auxiliaires et préposés aux bénéficiaires), par région et par installation.	161
290.	Ventilation de l'utilisation des 100 millions \$ annoncés par le ministre de la Santé pour diminuer l'attente dans les hôpitaux; • nombre de nouvelles places par type d'établissement (CH, CHSLD, RI, RTF, centres de réadaptation, etc) par région et par installation.	162
291.	Délai <u>moyen</u> des patients inscrits sur le Guichet d'accès à un médecin de famille avant d'être pris en charge par un médecin pour l'ensemble du Québec, par région et selon l'état de santé des patients au 31 mars 2018.	164
292.	Délai <u>maximum</u> des patients inscrits sur le Guichet d'accès à un médecin de famille avant d'être pris en charge par un médecin pour l'ensemble du Québec, par région et selon l'état de santé des patients au 31 mars 2018	165
293.	Tout document produit pour ou par le MSSS sur le bilan d'implantation de l'accès adapté par les médecins de famille depuis le 1er avril 2014.	166
294.	Nombre de médecins qui offrent des consultations médicales grâce à l'accès adapté en 2015, 2016, 2017 et depuis le début de l'année 2018.	167
295.	Liste des cliniques médicales (GMF et autres) qui offrent des consultations médicales grâce à l'accès adapté en 2015, 2016, 2017 et depuis le début de l'année 2018.	168
296.	Nombre de consultations médicales offertes grâce à l'accès adapté en 2015, 2016, 2017 et depuis le début de l'année 2018 au Québec, par région, par réseau local de santé et par clinique médicale.	169
297.	Nombre de personnes en attente d'une place permanente en ressources de type familial au 31 mars 2014, 31 mars 2015, 31 mars 2016, 31 mars 2017 et 31 mars 2018 par établissement, par région et au total.	170
298.	Délai moyen d'attente avant d'obtenir une place permanente en ressources de type familial au 31 mars 2014, 31 mars 2015, 31 mars 2016, 31 mars 2017 et 31 mars 2018 par établissement, par région et au total.	171
299.	Nombre de personnes en attente d'une place permanente en ressources intermédiaires au 31 mars 2014, 31 mars 2015, 31 mars 2016, 31 mars 2017 et 31 mars 2018 par établissement, par région et au total.	172

300.	Délai moyen d'attente avant d'obtenir une place permanente en ressources intermédiaires au 31 mars 2014, 31 mars 2015, 31 mars 2016, 31 mars 2017 et 31 mars 2018 par établissement, par région et au total.	173
301.	Composition actuelle de tous les conseils d'administration des établissements publics du réseau de la santé.	174
302.	Postes de médecine familiale dans les quatre facultés étudiantes du Québec laissé vacant en 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018.	179
303.	Nombre de médecins résidents incapables de trouver un poste au Québec en 2017 selon la spécialité.	180
304.	Nombre d'urgentologues qui ont quitté le Québec en 2017 et depuis le début de l'année 2018.	181
305.	Plan de réduction des admissions dans les facultés de médecine en 2018 et pour les prochaines années.	182
306.	Listes des cliniques médicales qui ont fermé leur porte en 2016, 2017 et depuis le début de l'année 2018.	183
307.	Bilan de l'implantation des nouveaux repas dans les CHSLD. Ventilation des détails.	184
308.	Portrait du matériel médical jugé désuet ou périmé et qui a été jeté, recyclé ou envoyé dans d'autres pays. Estimation de la valeur de ce matériel médical jugé désuet ou périmé en 2016 et 2017.	185
309.	Pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, coût moyen et total par repas pour les denrées alimentaires en CHSLD.	186
310.	Pour les années 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, dépenses totales et nombre de repas servis en CHSLD.	187
311.	État de situation concernant la pénurie de médecins dans les CHSLD.	188
312.	Nombre d'adultes âgés de 18 à 65 ans qui attendent une place en CHSLD au 31 mars 2018.	189
313.	Nombre d'adultes âgés de 18 à 65 ans qui vivent en CHSLD et dont la condition ne nécessite pas un hébergement en CHSLD au 31 mars 2018.	190
314.	Bilan de situation des adultes hébergés en CHSLD et qui ne devraient pas s'y retrouver.	191
315.	Ententes avec les médecins spécialistes concernant les frais accessoires. Copie de ces ententes.	192
316.	Bilan de la situation concernant la levée des ristournes en pharmacie.	193
317.	Concernant le projet OPTILAB : • nombre de postes de techniciens de laboratoire coupés ou abolis dans chacune des régions; • estimation des économies anticipées dans le cadre du projet Optilab lors des 5 prochaines années (par année); • coûts liés à la sécurité d'emploi du personnel de laboratoire lors des 5 prochaines années (par années).	194

318.	Concernant la fin de la couverture publique des traitements de Fécondation In Vitro :	195
	• nombre de couples qui ont bénéficié de traitements de Fécondation In Vitro en 2015, 2016 et 2017 • nombre de couples qui ont demandé un crédit d'impôt pour le traitement de l'infertilité en 2015, 2016 et 2017; • nombre des grossesses multiples au Québec en 2015, 2016, 2017 et depuis le début de l'année 2018.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 140

Rapport quinquennal de la situation dans les salles d'urgence.

RÉPONSE NO 140

La réponse à cette question est fournie à la question n° 180 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 141

Suivi des visites dans les urgences considérées comme étant plus problématiques.

RÉPONSE NO 141

La réponse à cette question est fournie à la question n° 182 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 142

Nombre de visites à l'urgence par clientèle, par région et par établissement au cours des cinq dernières années.

RÉPONSE NO 142

La réponse à cette question est fournie à la question n° 180 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 143

Délai moyen de séjour à l'urgence par clientèle, par région et par établissement au cours des cinq dernières années. Temps d'attente moyen.

- ambulatoire
- sur civière

RÉPONSE NO 143

La réponse à cette question est fournie à la question n° 180 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 144

Pourcentage de patients à l'urgence par clientèle, par région et par établissement au cours des cinq dernières années.

RÉPONSE NO 144

La réponse à cette question est fournie à la question n° 180 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 145

Patients ayant quitté les urgences sans voir un médecin par région et par établissement au cours des trois dernières années.

RÉPONSE NO 145

La réponse à cette question est fournie à la question n° 184 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 146

Cibles et les objectifs du MSSS concernant l'amélioration de la situation dans les urgences.

RÉPONSE NO 146

La réponse à cette question est fournie à la question n° 183 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 147

Concernant l'intégration des systèmes informatiques, informationnels et de l'ensemble des infrastructures en technologies de l'information liés à l'abolition des agences de santé et de l'entrée en vigueur de la loi 10 :

- nombre de systèmes à intégrer;
- calendrier de l'intégration;
- coûts estimés de l'intégration;
- personne ou organisme responsable.

RÉPONSE NO 147

La réponse à cette question est fournie à la question n° 37 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 148

État de situation au sujet du projet pilote du DSQ. Préciser :

- Les montants reçus d'Inforoute santé Canada par année depuis la signature de l'entente;
- Les montants déboursés par projet pour le DSQ au 31 mars 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018;
- Échéancier de déploiement du DSQ par projet et par région;
- La liste des contrats signés, le montant de chacun des contrats, le nom de la firme ou de la personne, le nombre de soumissionnaires et le montant proposé dans la soumission par contrat;
- Les effectifs du bureau DSQ ainsi que la provenance des effectifs (ministère, organismes, entreprises privées);
- Description des règles d'appel d'offres du MSSS et de l'Agence de santé et de services sociaux de Montréal;
- Évaluation des dépassements des coûts totaux pour le déploiement complet du DSQ;
- Nombre d'utilisateurs du DSQ au 31 mars 2018;
- État de situation sur le développement du DCI dans les établissements;
- Détail du montant prévu pour l'informatisation (DSQ/DCI/DME) pour chacune des années futures (2013 à 2021).

RÉPONSE NO 148

La réponse à cette question est fournie aux questions n°191 à 199 des questions particulières de l'Opposition officielle.

Concernant les règles d'appel d'offres, le MSSS est assujéti à la Loi sur les contrats des organismes publics et ses règlements : « Règlement sur les contrats d'approvisionnement des organismes publics, Règlement sur les contrats de services des organismes publics, Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics et Règlement sur les contrats des organismes publics en matière de technologies de l'information ».

QUESTION NO 149

État de situation sur la mise en place de la nouvelle direction de lutte contre le cancer, incluant les effectifs et le budget d'opération.

RÉPONSE NO 149

La réponse à cette question est fournie à la question n° 200 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 150

Combien le Québec a-t-il retiré du Partenariat canadien contre le cancer financé par le gouvernement fédéral depuis 2007 ?

RÉPONSE NO 150

La réponse à cette question est fournie à la question n° 157 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

QUESTION NO 151

Pourquoi le Québec n'a toujours qu'un simple statut d'observateur au Partenariat canadien contre le cancer ?

RÉPONSE NO 151

Le Partenariat canadien contre le cancer (PCCC) est un organisme public fédéral qui vise à mettre en œuvre des stratégies pancanadiennes en matière de lutte contre le cancer. Dans la mesure où le domaine de la santé relève de la compétence exclusive du Québec et qu'il entend assumer pleinement sa maîtrise d'œuvre à l'égard de la gestion, de la planification et de l'organisation des soins de santé sur son territoire, le Québec ne participe généralement pas à des stratégies pancanadiennes en matière de santé et c'est la raison pour laquelle il a décliné d'être membre à part entière du PCCC. La légitimité de cette position historique a été reconnue dans l'« Entente sur le fédéralisme asymétrique qui respecte les compétences du Québec » et cette position oriente encore aujourd'hui la conduite des relations intergouvernementales du Québec.

En revanche, puisque le Québec demeure toujours ouvert au partage d'information et de meilleures pratiques, il a demandé d'avoir le statut d'observateur au sein du PCCC, ce qui lui permet, encore aujourd'hui, de partager son expertise en matière de lutte contre le cancer et d'être informé des initiatives menées par les autres provinces.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 152

Montant pour financement des soins palliatifs à domicile et en maisons spécialisées en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

RÉPONSE NO 152

La réponse à cette question sur les engagements de financement est fournie à la question n° 295 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 153

Cible du MSSS pour l'offre de services en soins palliatifs.

RÉPONSE NO 153

Les cibles en soins palliatifs et de fin de vie sont inscrites au Plan stratégique 2015-2020 disponible à cette adresse : <http://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/document-001550/>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 154

État de situation sur la mise en place du registre du cancer, incluant les effectifs et le budget d'opération.

RÉPONSE NO 154

La réponse à cette question est fournie à la question n° 203 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 155

État de situation relativement au projet pilote d'inscription de nouveaux médicaments en oncologie. Nombre de médicaments visés, nombre d'ententes signées avec des compagnies et estimations des coûts.

RÉPONSE NO 155

Le projet pilote a pris fin avec la transmission au ministre de la Santé et des Services sociaux du rapport intitulé : *Accessibilité à des médicaments anticancéreux à caractère jugé prometteur - État des lieux et bilan du projet pilote*. Ce rapport est devenu public le 20 septembre 2012. Le bilan est disponible dans le rapport.

Depuis lors, la Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016 (2015, chapitre 8) a été adoptée le 20 avril 2015. Il permet dorénavant au ministre d'inscrire des médicaments à la suite d'une entente d'inscription, et ce, tant pour ce qui est de la Liste de médicaments du Régime général d'assurance médicaments que de la Liste de médicaments des établissements de santé. Le canal privilégié pour négocier de telles ententes est l'Alliance pancanadienne pharmaceutique à laquelle le Québec a adhéré en septembre 2015.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 156

État de situation sur la mise en place des équipes interdisciplinaires fonctionnelles dans chaque établissement impliqué dans la lutte contre le cancer.

RÉPONSE NO 156

La réponse à cette question est fournie à la question n° 202 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 157

Montant obtenu du Partenariat canadien contre le cancer et montant retiré ou gelé par Partenariat canadien contre le cancer.

RÉPONSE NO 157

Aucun montant n'a été obtenu du Partenariat canadien contre le cancer et aucun montant n'a été retiré ou gelé par le Partenariat canadien contre le cancer, hormis le paiement des dépenses de déplacement pour assister à des réunions organisées par celui-ci.

QUESTION NO 158

État de situation concernant la mise en place d'un registre québécois du cancer incluant notamment les sommes investies pour la mise en place du registre et l'échéancier.

RÉPONSE NO 158

La réponse à cette question est fournie à la question n° 203 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 159

État de situation sur la mise en place du programme de dépistage du cancer colorectal.

RÉPONSE NO 159

La réponse à cette question est fournie à la question n° 204 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 160

État de situation sur la mise en place du plan directeur en cancérologie.

RÉPONSE NO 160

La réponse à cette question est fournie à la question n° 206 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 161

Délai moyen pour un traitement de radiothérapie par clientèle, par région et par établissement au cours des cinq dernières années.

RÉPONSE NO 161

Proportion des patients traités en radiothérapie dont le traitement a été administré dans les délais prescrits (28 jours et moins) 2017 -2018 (en date du 30 mars 2018) :

2017-2018

Région	Établissement	%
01	CISSS du Bas-Saint-Laurent	100 %
02	CIUSSS du Saguenay–Lac-Saint-Jean	100%
03	CHU de Québec – Université Laval	96%
04	CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	100 %
05	CIUSSS de l’Estrie – CHUS	99%
06	CIUSSS du Centre-Ouest-de-l’Île-de-Montréal	97%
06	CIUSSS de l’Est-de-l’Île-de-Montréal	100 %
06	Centre universitaire de santé McGill (CUSM)	99 %
06	Centre hospitalier de l’Université de Montréal (CHUM)	96%
07	CISSS de l’Outaouais	99%
13	CISSS de Laval	100 %
16	CISSS de la Montérégie-Centre	100 %

La cible ministérielle pour la radiothérapie est la suivante : 90 % de la clientèle requérant un traitement en radiothérapie pour un cancer débute son premier traitement dans un délai de 28 jours ou moins (jours civils).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 162

État de situation sur la mise en place d'un programme d'assurance qualité dans les laboratoires québécois.

RÉPONSE NO 162

La réponse à cette question est fournie à la question n° 205 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 163

Nombre et pourcentage de CSSS qui maintiennent et bonifient l'accessibilité aux personnes recevant des soins palliatifs à domicile aux services de base, 24 h sur 24 et 7 jours sur 7 ainsi que le panier de services suivant :

- un service téléphonique (avec mise à profit d'Info-Santé);
- les services médicaux;
- les services infirmiers;
- la couverture pharmaceutique avec trousse d'urgence;
- les services de répit et de dépannage;
- le matériel et les fournitures pour l'aide à domicile.

RÉPONSE NO 163

La réponse à cette question est fournie à la question n° 207 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 164

Nombre de cliniques de grippe par région et par établissement et date de mise en place.

RÉPONSE NO 164

La réponse à cette question est fournie à la question n° 209 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 165

État de situation sur les négociations avec la FMOQ quant à la mise en place de cliniques de grippe.

RÉPONSE NO 165

La Lettre d'entente n° 269 vise certaines modalités de rémunération applicables en période de grippe saisonnière et prévoit qu'elle est renouvelable annuellement. À cet égard, il est précisé que pour la renouveler les parties négociantes doivent informer la RAMQ des dates d'application de la grippe saisonnière alors convenues pour une année donnée.

La période d'application de la grippe saisonnière 2017-2018 concernait la période du 21 décembre 2017 au 6 mars 2018. Par conséquent, les parties ont demandé à la RAMQ de bien vouloir reconduire les dispositions de la Lettre d'entente n° 269 afin que les modalités soient en vigueur, si besoin à partir du 23 novembre dernier. Il y a eu trois cliniques désignées entre le 21 décembre 2017 et le 6 mars 2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 166

Nombre de personnes et pourcentage de personnes s'étant fait vacciner contre la grippe.

RÉPONSE NO 166

La réponse à cette question est fournie à la question 210 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 167

État de situation sur le Programme québécois d'aide financière aux personnes infectées par le virus de l'hépatite C.

RÉPONSE NO 167

Cette question n'est pas pertinente dans le cadre de l'étude des crédits puisque le Programme québécois d'aide financière aux personnes infectées par le virus de l'hépatite C a pris fin le 30 juin 2010.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 168

État de situation concernant l'utilisation des électrochocs en matière de traitement en santé mentale. Indiquer les établissements où a lieu cette pratique, le nombre de patients concernés et le nombre de médecins ayant recours à cette méthode.

RÉPONSE NO 168

La réponse à cette question est fournie à la question n° 221 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 169

État de situation au sujet de la fluoration de l'eau au Québec.

RÉPONSE NO 169

La réponse à cette question est fournie à la question 223 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 170

État de situation sur l'encadrement de certaines pratiques des COOP de santé.

RÉPONSE NO 170

La réponse à cette question est fournie à la question n° 230 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 171

État de situation sur le financement des RUIS relativement à la coordination des services en matière de douleur chronique.

RÉPONSE NO 171

L'information se trouve dans la réponse à la question particulière NO 232 de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 172

Liste et détail des initiatives interprovinciales en matière de santé découlant des conférences des premiers ministres ou des ministres provinciaux de la Santé depuis 2000, et description de la participation du Québec à ces initiatives. Inclure la liste et le détail des initiatives auxquelles le Québec participe, ne participe pas ou participe en partie seulement.

RÉPONSE NO 172

La réponse à cette question est fournie à la question # 233 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 173

État de situation sur le registre du don d'organes.

RÉPONSE NO 173

Pour la période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018, 18 % des personnes sollicitées ont donné leur consentement, ce qui porte à 3 010 380 le nombre total de personnes inscrites au Registre des consentements au prélèvement d'organes et de tissus depuis son implantation en février 2011, soit 38 % de la clientèle de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

QUESTION NO 174

Bilan du Programme national de santé publique.

RÉPONSE NO 174

La réponse à cette question est fournie à la question 234 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 175

État de situation en matière d'écart de financement interrégionaux en dollar et en pourcentage par région socio sanitaire, par programme et échéancier pour régler la situation.

RÉPONSE NO 175

La réponse à cette question est fournie à la question n°242 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 176

Nombre d'interventions du ministre de la Santé et des Services sociaux en vertu de l'article 54 de la Loi sur la santé publique. Spécifier les dossiers dans lesquels il est intervenu, les dates et les avis fournis.

RÉPONSE NO 176

La réponse à cette question est fournie à la question 248 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 177

Estimation du coût des actes médicaux non payés par des personnes non couvertes par la RAMQ.

RÉPONSE NO 177

La réponse à cette question est fournie à la question no 58 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition de la Régie de l'assurance maladie du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 178

État de situation concernant les pompes à insuline.

RÉPONSE NO 178

La réponse à cette question est fournie à la question n° 249 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 179

État de situation relativement à la mise en place d'une ligne Info Médicaments.

RÉPONSE NO 179

La réponse à cette question est fournie à la question # 252 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 180

Objectifs de réduction de la lutte au tabagisme.

RÉPONSE NO 180

La Politique gouvernementale de prévention en santé, lancée à l'automne 2016, vise à faire passer à 10 % la proportion de fumeurs quotidiens et occasionnels d'ici 2025.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 181

Évaluation des coûts directs et indirects liés au tabagisme pour l'État québécois et le réseau de la santé.

RÉPONSE NO 181

D'un point de vue économique, on attribue au tabagisme plusieurs effets négatifs. Il affecte notamment la productivité des Québécoises et des Québécois, et il augmente la pression sur le système de santé. Les fumeurs affichent des taux d'absentéisme au travail plus élevés et utilisent davantage les services de santé. En 2012, au Québec, les coûts imputables au tabac ont été estimés à 2,5 G\$, dont près de 1,9 G\$ en coûts directs de santé¹. Ces coûts directs de santé ont par ailleurs été estimés plus récemment à 1,6 G\$, dans le budget 2013-2014 du gouvernement du Québec².

¹ - Dobrescu, Alexandru, Abhi Bhandari, Greg Sutherland et Thy Dinh. Les coûts du tabagisme au Canada, 2012, Ottawa, Le Conference Board du Canada, 2017, 190 p.

² - Gouvernement du Québec, *Plan budgétaire 2013-2014*, 2012, ministère des Finances et de l'Économie, [En ligne], [<http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/Budget/2013-2014/fr/documents/Planbudgetaire.pdf>] (5 août 2013).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 182

Financement du programme gouvernemental de lutte contre le tabac depuis les 5 dernières années et prévisions pour 2018-2019. Évaluation des besoins d'indexer ce programme.

RÉPONSE NO 182

Investissements du ministère de la Santé et des Services sociaux

2017-2018 : 14,7 M\$, dont 4,2 M\$ de crédits régionaux.

À ces montants, s'ajoutent les budgets reliés à l'inspection.

À ces sommes s'ajoutent les sommes investies par la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) pour le programme de remboursement des aides pharmacologiques à l'arrêt tabagique :

2017-2018 : 12,7 M\$.

Finalement, il faut également considérer les honoraires médicaux pour les interventions en arrêt tabagique versés par la RAMQ qui s'élèvent à approximativement 5 M\$ par année. Depuis le 1^{er} juillet 2016, il n'y a plus de code spécifique à l'acte médical « soutien médical à l'arrêt tabagique ». Les données à ce sujet ne sont donc plus disponibles pour les années subséquentes.

QUESTION NO 183

Échéancier prévu pour accorder des nouvelles responsabilités aux infirmières et échéancier pour l'application complète de la loi 41.

RÉPONSE NO 183

Le *Règlement sur certaines activités professionnelles qui peuvent être exercées par une infirmière et un infirmier* (droit de prescrire) a été adopté en janvier 2016. Une révision de ce dernier est présentement en cours afin de permettre aux infirmières titulaires d'un diplôme d'études collégiales (DEC) qui initiaient, au 30 juin 2017, des ordonnances collectives pour des activités visées par le règlement de se prévaloir de cette activité.

Ce règlement permet aux infirmières détentrices d'un baccalauréat en sciences infirmières de prescrire certains médicaments et certains examens de laboratoire en lien avec des conditions cliniques précises plus particulièrement :

- Prescrire les produits, les médicaments et les pansements reliés au traitement des plaies et aux altérations de la peau et des téguments;
- Prescrire la contraception hormonale, un stérilet ou la contraception orale d'urgence, selon le protocole national développé dans le cadre d'une activité qui découle de ce programme;
- Prescrire un supplément vitaminique et l'acide folique en périnatalité;
- Prescrire un médicament topique pour le traitement de l'infection fongique (candida) de la peau ou des muqueuses chez le bébé et la mère qui allaite;
- Prescrire un médicament pour le traitement des nausées et vomissements non incoercibles chez la femme enceinte;
- Prescrire un médicament pour la cessation tabagique, sauf la varenicline et le bupropion;
- Prescrire un médicament pour le traitement d'une infection gonococcique ou d'une infection à *Chlamydia trachomatis* chez une personne asymptomatique ayant eu un résultat d'analyse positif au dépistage et prescrire les tests de contrôle selon le protocole national;
- Prescrire un médicament pour le traitement d'une infection gonococcique ou d'une infection à *Chlamydia trachomatis* chez une personne asymptomatique identifiée comme partenaire sexuel d'une personne présentant l'une ou l'autre de ces infections et prescrire les tests de contrôle, selon le protocole national;
- Prodiguier les soins et les traitements de certains problèmes de santé courants.

Depuis le 20 juin 2015, les pharmaciens peuvent exercer les nouvelles activités professionnelles qui découlent de l'adoption de la Loi modifiant la Loi sur la pharmacie (2011, chapitre 37). Plusieurs de ces activités font l'objet, depuis cette date, d'une couverture par le Régime général d'assurance médicaments.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 184

Échéancier pour la mise en place de la gratuité des traitements médicalement requis pour stabiliser l'état des patients atteints de dégénérescence maculaire dans les établissements publics.

RÉPONSE NO 184

Les services sont en place depuis 2015.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 185

Liste d'attente en imagerie médicale et échographie par région et par établissement.

RÉPONSE NO 185

La réponse à cette question est fournie à la question n°259 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 186

État de situation concernant la construction d'un nouvel hôpital dans le secteur de Vaudreuil.

RÉPONSE NO 186

La réponse à cette question est fournie à la question n° 261 des questions particulières de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 187

État de situation concernant la construction d'un nouvel hôpital dans l'Est de l'Île de Montréal.

RÉPONSE NO 187

La réponse à cette question est fournie à la question n° 262 des questions particulières de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 188

État de situation concernant l'agrandissement de l'Hôpital Pierre-Le Gardeur.

RÉPONSE NO 188

DESCRIPTION DU PROJET DESCRIPTION

Le projet vise l'ajout de 150 lits de soins de courte durée. La solution intègre également le volet des services ambulatoires, thérapeutiques et diagnostiques. L'ajout de capacité permettra l'atteinte d'objectifs précis, dont la fermeture des unités de débordement, la diminution des délais d'attente, l'adaptation des services ambulatoires et l'amélioration de la majorité des ratios de performances. Ce projet aura aussi un impact majeur sur les services non cliniques comme les services alimentaires, les services techniques, l'approvisionnement, etc.

COUT ET FINANCEMENT

Le coût du projet est estimé à 315 M\$. Le projet sera financé par le ministère de la Santé et des Services sociaux ainsi que par le Centre intégré des services sociaux de Lanaudière en ce qui a trait aux stationnements.

ÉTAPES EN COURS

La gestion du projet se poursuit conformément à la nouvelle Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique. Des travaux sont actuellement en cours afin d'élaborer un Dossier d'opportunité (DO).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 189

Détail des plans d'optimisation incluant les montants par région et par mesure Santé identifiée.

RÉPONSE NO 189

La réponse à cette question est fournie à la question 347 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 190

Économie réalisée en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et estimation pour 2018-2019 pour la baisse des prix des médicaments génériques.

RÉPONSE NO 190

La réponse à cette question est fournie à la question n° 348 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 191

Impacts financiers de la hausse de la marge bénéficiaire accordée aux grossistes en 2011-2012 et les années subséquentes jusqu'à aujourd'hui.

RÉPONSE NO 191

La réponse à cette question est fournie à la question n° 62 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition concernant la Régie de l'assurance maladie du Québec.

QUESTION NO 192

Détail moyen d'évaluation d'un médicament.

RÉPONSE NO 192

La réponse à cette question est fournie à la question n° 350 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 193

Concernant les nouveaux médicaments, le nombre et le pourcentage de demandes d'inscription acceptées par année depuis 2007-2008.

RÉPONSE NO 193

La réponse à cette question est fournie à la question n° 351 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 194

Concernant les nouveaux médicaments contre le cancer, le nombre et le pourcentage de demandes d'inscription acceptées par année depuis 2007-2008.

RÉPONSE NO 194

La réponse à cette question est fournie à la question n°352 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 195

Situation financière des établissements du réseau de la santé et des services sociaux par établissement et par région (cible visée, déficit annuel, déficit accumulé, intérêts payés par les établissements, etc.) pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019. Indiquer total par région et total national.

RÉPONSE NO 195

La réponse à ces questions est fournie dans la réponse à la question no 354 de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 196

Déficit autorisé dans les établissements du réseau de la santé et des services sociaux en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et prévisions pour 2018-20189 et déficit accumulé.

RÉPONSE NO 196

La réponse à cette question est fournie à la réponse de la question 354 de l'Opposition officielle.

Il n'y a plus de déficit autorisé depuis l'exercice financier 2012-2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 197

Montant de la dette à assumer par le ministère de la Santé et des services sociaux pour chaque établissement au 31 mars 2015, 2016, 2017, 2018 et prévisions de la situation au 31 mars 2019.

RÉPONSE NO 197

La réponse à cette question est fournie à la question n° 357 des questions particulières de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 198

Montant dévolu par région au programme de santé mentale 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, et prévisions pour 2018-2019 :

- Clientèle adulte :
 - i. 1^{re} ligne;
 - ii. 2^e ligne;
 - iii. Autres.
- Clientèle jeune :
 - i. 1^{re} ligne;
 - ii. 2^e ligne;
 - iii. Autres

RÉPONSE NO 198

La réponse à cette question est fournie à la question n°358 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 199

Service de la dette :

- détail de la croissance du service de la dette pour les cinq dernières années;
- par année;
- par programme (ministère) ainsi que celui du gouvernement.

RÉPONSE NO 199

La réponse à cette question est fournie à la question n° 357 des questions particulières de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 200

Montant dévolu par établissement au programme de santé mentale 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019 :

- Clientèle adulte :
 - i. 1^{re} ligne;
 - ii. 2^e ligne;
 - iii. Autres.
- Clientèle jeune :
 - i. 1^{re} ligne;
 - ii. 2^e ligne;
 - iii. Autres

RÉPONSE NO 200

La réponse à cette question est fournie à la question n°359 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 201

État de situation et sommes investies en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019 sur la mise en place des recommandations de la Protecteur du citoyen sur les services gouvernementaux destinés aux enfants présentant un trouble envahissant du développement.

RÉPONSE NO 201

La réponse à cette question est fournie à la question n° 367 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 202

Plan de services intégrés pour les personnes âgées. État de situation des annonces effectuées autour de ce plan et bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées depuis 2014-2015 et prévisions pour 2018-2019.

RÉPONSE NO 202

La réponse à cette question est fournie à la question n° 315 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 203

Budget accordé pour le soutien à domicile lié à la perte d'autonomie :

- montant réellement dépensé en, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019 par clientèle;
- ventilation par région pour les mêmes années;
- ventilation par CSSS pour les mêmes années;
- liste d'attente par établissement.

RÉPONSE NO 203

La réponse à la question est fournie à la question 273 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 204

Nombre de personnes en attente pour des soins à domicile par établissement au 31 mars au 31 mars 2017.

RÉPONSE NO 204

La réponse à cette question est fournie à la question n° 279 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 205

Pourquoi le Ministère de la Santé et des Services sociaux ne possède-t-il pas une liste d'attente des patients qui attendent pour des soins à domicile ?

RÉPONSE NO 205

La réponse à cette question est fournie à la question n° 279 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 206

Budget par région pour le soutien à domicile pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

RÉPONSE NO 206

Dépenses de services à domicile 2016-2017

Incluant les organismes communautaires et les activités de soutien

Région	2016-2017
RSS 01 Bas-Saint-Laurent	45 733 112 \$
RSS 02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	54 907 493 \$
RSS 03 Capitale-Nationale	130 402 031 \$
RSS 04 Mauricie-et-Centre-du-Québec	94 111 187 \$
RSS 05 Estrie	89 296 135 \$
RSS 06 Montréal	365 926 278 \$
RSS 07 Outaouais	47 318 938 \$
RSS 08 Abitibi-Témiscamingue	30 904 222 \$
RSS 09 Côte-Nord	21 262 352 \$
RSS 10 Nord-du-Québec	3 472 230 \$
RSS 11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	27 843 691 \$
RSS 12 Chaudière-Appalaches	67 418 450 \$
RSS 13 Laval	66 699 056 \$
RSS 14 Lanaudière	68 718 426 \$
RSS 15 Laurentides	85 329 002 \$
RSS 16 Montérégie	181 227 612 \$
RSS 17 Nunavik	6 343 886 \$
RSS 18 Terres-Cries-de-la-Baie-James	5 139 789 \$
Total du Québec	1 392 053 891 \$

Source : Contour financier.

Les dépenses comprennent tous les programmes suivants :

- Services généraux;
- Santé physique;
- Santé mentale;
- Soutien à l'autonomie des personnes âgées;
- Déficience physique;
- Déficience intellectuelle et TSA.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 207

Répartition des personnes âgées de 2012 à 2018 selon leur lieu de résidence.

RÉPONSE NO 207

La réponse à cette question est fournie à la question 275 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 208

Prévisions de la population atteinte de démence et âgée de 65 ans et plus par région administrative.

RÉPONSE NO 208

La réponse à cette question est fournie à la question n° 277 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 209

Évolution du nombre d'hospitalisations de courte durée chez les personnes âgées entre 2014 et 2017 et prévisions pour 2017-2018 sur la base de diagnostics principaux et secondaires.

RÉPONSE NO 209

La réponse à cette question est fournie à la question 323 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 210

Nombre d'aînés recevant des services selon le milieu de vie entre 2014 et 2018 et prévisions pour 2018-2019.

RÉPONSE NO 210

La réponse à cette question est fournie à la question n° 276 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 211

Répartition des dépenses du programme-services « Perte d'autonomie liée au vieillissement (PALV) » depuis 2014 par année et prévisions pour 2018-2019.

RÉPONSE NO 211

La réponse à la question est fournie à la question 325 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 212

État de situation par rapport à la prestation de compassion versée par le gouvernement fédéral depuis 2003.

RÉPONSE NO 212

Le programme de prestation de compassion est administré par Service Canada pour le compte de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) et suivi par le ministère du Travail et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux n'a pas d'information sur ce sujet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 213

État de situation et bilan des visites d'appréciation des installations de CHSLD depuis 2003. Indications par rapport au nombre d'installations visitées, nombre d'installations ayant déposé un plan de correctifs, nombre d'installations ayant complété à 100 % les correctifs identifiés lors des visites, le nombre d'installations ayant reçu une note inférieure et supérieure à 70 %.

RÉPONSE NO 213

La réponse à cette question est fournie à la question n° 308 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 214

État de situation et bilan du nombre de résidences privées pour personnes âgées certifiées par rapport au nombre total de résidences inscrites au registre des résidences pour personnes âgées ainsi qu'un état de situation des principaux facteurs qui font que certaines résidences privées pour personnes âgées n'ont pas encore reçu leur certification.

RÉPONSE NO 214

La réponse à la première partie de la question est fournie à la question n° 312 des questions particulières de l'Opposition officielle.

Toutes les résidences privées pour aînés (RPA) doivent obtenir une attestation temporaire de conformité avant d'accueillir leur premier résident. Cette attestation est en vigueur pour une année seulement. C'est une étape du processus qui est préalable à la délivrance du certificat de conformité. Certains articles du Règlement sur les conditions d'obtention d'un certificat de conformité et sur les normes d'exploitation d'une résidence privée pour aînés, notamment ceux concernant le plan de sécurité incendie, la vérification des antécédents judiciaires et la formation des préposés et du personnel de surveillance, sont souvent répertoriés comme éléments contribuant à l'allongement de cette étape du processus.

QUESTION NO 215

Nombre de résidences n'ayant pas encore reçu leur certification au 31 mars 2018 par région et par territoire de CSSS ainsi que le nombre de résidences privées pour personnes âgées qui ont fermé leurs portes depuis l'instauration du règlement sur la certification depuis 2007.

RÉPONSE NO 215

Au 31 mars 2018, 40 résidences privées pour aînés ont une attestation temporaire de conformité et sont en processus pour obtenir un premier certificat de conformité. Le nombre de résidences ayant reçu une attestation temporaire de conformité est fournie à la question n° 312 des questions particulières de l'Opposition officielle.

Depuis l'instauration du premier règlement sur la certification des résidences privées pour aînés en 2007, 1 782 résidences ont été fermées au registre.

Régions	Nombre de RPA
01 – Bas-Saint-Laurent	126
02 – Saguenay-Lac-Saint-Jean	57
03 – Capitale-Nationale	145
04 – Mauricie-Centre-du-Québec	143
05 – Estrie	78
06 – Montréal	238
07 – Outaouais	84
08 – Abitibi-Témiscamingue	34
09 – Côte-Nord	16
10 – Nord-du-Québec	1
11 – Gaspésie-Îles de la Madeleine	42
12 – Chaudière-Appalaches	155
13 – Laval	58
14 - Lanaudière	125
15 – Laurentides	142
16 - Montérégie	338
	Total : 1 782

Note : depuis l'adoption de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales, les informations ne sont plus présentées par territoire de CSSS.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 216

Budget accordé pour le soutien à domicile lié au postopératoire : montant réellement dépensé en 2014-2015, 2016-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019, par clientèle:

- i. ventilation par région pour les mêmes années;
- ii. ventilation par CSSS pour les mêmes années;
- iii. liste d'attente par établissement.

RÉPONSE NO 216

**Dépenses par région pour le soutien à domicile
liées aux services postopératoires
pour toutes les clientèles**

Région	2016-2017
01 Bas-Saint-Laurent	2 010 178
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 751 661
03 Capitale-Nationale	5 875 111
04 Mauricie et Centre-du-Québec	3 853 432
05 Estrie	3 152 207
06 Montréal	12 114 392
07 Outaouais	2 251 851
08 Abitibi-Témiscamingue	659 957
09 Côte-Nord	533 202
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1 237 244
12 Chaudière-Appalaches	3 946 188
13 Laval	1 912 675
14 Lanaudière	4 110 628
15 Laurentides	4 075 881
16 Montérégie	7 618 503
TOTAL QUÉBEC	56 103 110

Voir le détail par établissement en annexe.

Dépenses par établissement pour le soutien à domicile liées aux services postopératoires

Région	No Étab.	Nom de l'établissement	2016-2017
01 Bas-Saint-Laurent	11045119	CIUSS du Bas-Saint-Laurent	2 010 178
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	11045127	CIUSSS du Saguenay Lac St-Jean	2 751 661
03 Capitale-Nationale	11045135	CIUSSS de la Capitale Nationale	5 875 111
04 Mauricie et Centre-du-Québec	11045143	CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	3 853 432
05 Estrie	11045150	CIUSSS de L'Estrie-Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	3 152 207
06 Montréal	11045168	CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	2 350 768
	11045176	CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	1 529 178
	11045184	CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	2 128 193
	11045192	CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	3 059 669
	11045200	CIUSSS de L'Est-de-l'Île-de-Montréal	2 922 409
	12453676	CLINIQUE COMMUNAUTAIRE DE POINTE ST-CHARLES	124 176
07 Outaouais	11045218	CIUSS de L'Outaouais	2 251 851
08 Abitibi-Témiscamingue	11045226	CIUSS de L'Abitibi-Témiscamingue	659 957
09 Côte-Nord	11043866	CLSC NASKAPI	14 966
	11045234	CIUSS de la Côte-Nord	518 236
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	11044088	CIUSS des Îles	137 317
	11045242	CIUSS de la Gaspésie	1 099 927
12 Chaudière-Appalaches	11045333	CIUSS de Chaudière-Appalaches	3 946 188
13 Laval	11045267	CIUSS de Laval	1 912 675
14 Lanaudière	11045275	CIUSS de Lanaudière	4 110 628
15 Laurentides	11045283	CIUSS des Laurentides	4 075 881
16 Montérégie	11045291	CIUSS de la Montérégie-Centre	2 337 607
	11045309	CIUSS de la Montérégie-Est	2 978 308
	11045317	CIUSS de la Montérégie-Ouest	2 302 588
TOTAL QUÉBEC			56 103 110

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 217

Budget et dépenses pour l'ensemble du gouvernement du Québec, par personne, pour le soutien à domicile en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019 par rapport au montant dépensé par chacune des provinces canadiennes et moyenne canadienne.

RÉPONSE NO 217

La réponse à la question est fournie à la question 274 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 218

Budget accordé en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019 pour les soins à domicile par établissement et par région, excluant les crédits d'impôt.

RÉPONSE NO 218

La réponse à la question est fournie à la question 281 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 219

Budget accordé en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019 pour les services à domicile par établissement et par région, excluant les crédits d'impôt.

RÉPONSE NO 219

La réponse à la question est fournie à la question 284 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 220

Nombre de lits disponibles en CHSLD par région et par établissement pour les cinq dernières années et prévisions pour 2018-2019.

RÉPONSE NO 220

La réponse à cette question est fournie à la question 81 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 221

Nombre de lits en ressources intermédiaires, par clientèle, par région et par établissement pour les cinq dernières années et prévisions pour 2018-2019.

RÉPONSE NO 221

Les données au 31 décembre 2017 se trouvent dans le tableau ci-joint.

Nombre de places en Ressources intermédiaires par clientèle, région et établissement au 31 décembre 2017

Région	Programme-service	Nombre d'installations	Nombre de places	Nombre d'usagers placés
01- BAS-SAINT-LAURENT	DÉFICIENCE INTELLECTUELLE	17	109	106
	DÉFICIENCE PHYSIQUE	1	13	13
	PERTE D'AUTONOMIE DUE AU VIEILLISSEMENT	36	484	471
	SANTÉ MENTALE	8	112	107
	TROUBLE DU SPECTRE DE L'AUTISME	1	6	6
	Ensemble des programmes	63	724	703
02- SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	DÉFICIENCE INTELLECTUELLE	23	160	182
	DÉFICIENCE PHYSIQUE	3	38	37
	JEUNES EN DIFFICULTÉ	6	22	22
	PERTE D'AUTONOMIE DUE AU VIEILLISSEMENT	18	362	356
	SANTÉ MENTALE	8	88	81
	TROUBLE DU SPECTRE DE L'AUTISME	1	6	6
03- CAPITALE-NATIONALE	Ensemble des programmes	59	676	684
	DÉFICIENCE INTELLECTUELLE	141	714	686
	DÉFICIENCE PHYSIQUE	1	9	9
	JEUNES EN DIFFICULTÉ	2	11	11
	PERTE D'AUTONOMIE DUE AU VIEILLISSEMENT	17	631	586
	SANTÉ MENTALE	23	354	346
04- MAURICIE ET CENTRE-DU-QC	Ensemble des programmes	184	1 719	1 638
	DÉFICIENCE INTELLECTUELLE	72	284	277
	DÉFICIENCE PHYSIQUE	1	1	1
	JEUNES EN DIFFICULTÉ	2	12	10
	PERTE D'AUTONOMIE DUE AU VIEILLISSEMENT	47	1 100	1 064
	SANTÉ MENTALE	20	260	248
05- ESTRIE	Ensemble des programmes	142	1 657	1 600
	DÉFICIENCE INTELLECTUELLE	12	64	60
	DÉFICIENCE PHYSIQUE	5	53	50
	JEUNES EN DIFFICULTÉ	3	19	17
	PERTE D'AUTONOMIE DUE AU VIEILLISSEMENT	12	79	75
	SANTÉ MENTALE	2	54	54
06- MONTRÉAL	TROUBLE DU SPECTRE DE L'AUTISME	1	3	3
	Ensemble des programmes	35	272	259
	PROFIL À DÉTERMINER	1	2	2
	DÉFICIENCE INTELLECTUELLE	431	2 098	2 065
	DÉFICIENCE PHYSIQUE	12	52	57
	DÉPENDANCES	1	7	6
07- OUTAOUAIS	JEUNES EN DIFFICULTÉ	22	159	121
	PERTE D'AUTONOMIE DUE AU VIEILLISSEMENT	32	1 742	1 732
	SANTÉ MENTALE	79	1 126	1 060
	TROUBLE DU SPECTRE DE L'AUTISME	2	8	8
	Ensemble des programmes	580	5 194	5 051
	PROFIL À DÉTERMINER	1	3	3
	DÉFICIENCE INTELLECTUELLE	27	126	117
	DÉFICIENCE PHYSIQUE	3	35	35
	PERTE D'AUTONOMIE DUE AU VIEILLISSEMENT	21	382	366
	SANTÉ MENTALE	8	88	86
	TROUBLE DU SPECTRE DE L'AUTISME	1	4	3
	Ensemble des programmes	61	638	610

Nombre de places en Ressources intermédiaires par clientèle, région et établissement au 31 décembre 2017

Région	Programme-service	Nombre d'installations	Nombre de places	Nombre d'usagers placés
08- ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	DÉFICIENCE INTELLECTUELLE	6	33	31
	JEUNES EN DIFFICULTÉ	1	3	3
	PERTE D'AUTONOMIE DUE AU VIEILLISSEMENT	10	194	185
	SANTÉ MENTALE	2	16	15
	TROUBLE DU SPECTRE DE L'AUTISME	2	11	15
	Ensemble des programmes	21	257	249
09- CÔTE-NORD	DÉFICIENCE INTELLECTUELLE	13	91	87
	DÉFICIENCE PHYSIQUE	1	10	10
	PERTE D'AUTONOMIE DUE AU VIEILLISSEMENT	11	193	180
	SANTÉ MENTALE	7	34	34
	Ensemble des programmes	32	328	311
10- NORD-DU-QUÉBEC	PERTE D'AUTONOMIE DUE AU VIEILLISSEMENT	3	22	18
	SANTÉ MENTALE	1	5	5
	Ensemble des programmes	4	27	23
11- GASPÉSIE - ÎLES-DE-LA-MAD.	DÉFICIENCE INTELLECTUELLE	7	37	36
	DÉFICIENCE PHYSIQUE	2	13	12
	JEUNES EN DIFFICULTÉ	1	7	1
	PERTE D'AUTONOMIE DUE AU VIEILLISSEMENT	19	197	191
	SANTÉ MENTALE	6	34	34
	TROUBLE DU SPECTRE DE L'AUTISME	1	1	1
	Ensemble des programmes	36	289	275
12- CHAUDIÈRE-APPALACHES	PROFIL À DÉTERMINER	1	14	14
	DÉFICIENCE INTELLECTUELLE	47	284	268
	DÉFICIENCE PHYSIQUE	2	17	19
	PERTE D'AUTONOMIE DUE AU VIEILLISSEMENT	20	318	301
	SANTÉ MENTALE	5	71	70
	SANTÉ PHYSIQUE	1	1	1
	Ensemble des programmes	76	705	673
13- LAVAL	DÉFICIENCE INTELLECTUELLE	57	323	314
	DÉFICIENCE PHYSIQUE	5	38	38
	JEUNES EN DIFFICULTÉ	1	9	9
	PERTE D'AUTONOMIE DUE AU VIEILLISSEMENT	8	361	349
	SANTÉ MENTALE	17	216	211
	TROUBLE DU SPECTRE DE L'AUTISME	5	21	20
	Ensemble des programmes	93	968	941
14- LANAUDIÈRE	DÉFICIENCE INTELLECTUELLE	89	240	232
	DÉFICIENCE PHYSIQUE	1	3	3
	JEUNES EN DIFFICULTÉ	14	88	73
	PERTE D'AUTONOMIE DUE AU VIEILLISSEMENT	27	613	596
	SANTÉ MENTALE	12	131	125
	SANTÉ PHYSIQUE	1	7	7
	TROUBLE DU SPECTRE DE L'AUTISME	1	4	4
	Ensemble des programmes	145	1 086	1 040
15- LAURENTIDES	DÉFICIENCE INTELLECTUELLE	96	387	373
	DÉFICIENCE PHYSIQUE	2	31	31
	DÉPENDANCES	1	19	0
	JEUNES EN DIFFICULTÉ	12	105	96
	PERTE D'AUTONOMIE DUE AU VIEILLISSEMENT	24	737	748
	SANTÉ MENTALE	12	83	68
	SANTÉ PHYSIQUE	0	0	0
	Ensemble des programmes	147	1 362	1 316

Nombre de places en Ressources intermédiaires par clientèle, région et établissement au 31 décembre 2017

Région	Programme-service	Nombre d'installations	Nombre de places	Nombre d'usagers placés
16- MONTÉRÉGIE	DÉFICIENCE INTELLECTUELLE	105	533	594
	DÉFICIENCE PHYSIQUE	10	62	59
	DÉPENDANCES	1	19	20
	JEUNES EN DIFFICULTÉ	13	87	72
	PERTE D'AUTONOMIE DUE AU VIEILLISSEMENT	76	1 688	1 682
	SANTÉ MENTALE	23	331	323
	TROUBLE DU SPECTRE DE L'AUTISME	2	14	29
	Ensemble des programmes	230	2 734	2 779
Ensemble du Québec	PROFIL À DÉTERMINER	3	19	19
	DÉFICIENCE INTELLECTUELLE	1 143	5 483	5 428
	DÉFICIENCE PHYSIQUE	49	375	374
	DÉPENDANCES	3	45	26
	JEUNES EN DIFFICULTÉ	77	522	435
	PERTE D'AUTONOMIE DUE AU VIEILLISSEMENT	381	9 103	8 900
	SANTÉ MENTALE	233	3 003	2 867
	SANTÉ PHYSIQUE	2	8	8
	TROUBLE DU SPECTRE DE L'AUTISME	17	78	95
	Ensemble des programmes	1 908	18 636	18 152

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 222

Nombre de lits en ressources de type familial par région et par établissement pour les cinq dernières années.

RÉPONSE NO 222

La réponse à cette question est fournie à la question n° 82 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 223

Nombre de lits de courte durée occupés par des personnes en attente d'un lit en longue durée par région et par établissement pour les cinq dernières années.

RÉPONSE NO 223

La réponse à cette question est fournie à la question n° 291 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 224

Coût moyen :

- d'un lit en CHSLD;
 - d'un lit de courte durée;
 - d'un lit de courte durée lorsque occupé par une personne en attente d'un lit de longue durée;
 - d'un lit en ressource intermédiaire;
 - d'un lit en ressource de type familial;
 - d'un lit en centre de réadaptation;
 - d'un bloc opératoire par heure
-

RÉPONSE NO 224

La réponse à cette question est fournie à la question n° 322 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 225

Au 31 mars 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018, par région:

- nombre de CHSLD;
- liste des CHSLD
- nombre de places;
- nombre de places occupées;
- nombre de places vacantes;
- nombre de personnes sur une liste d'attente.

RÉPONSE NO 225

La réponse à cette question est fournie à la question 303 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 226

Au 31 mars 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018, par région;

- délai moyen d'attente par région et par établissement avant d'obtenir une place permanente en CHSLD
 - nombre de lits d'hébergement transitoire par région et par établissement
 - séjour moyen en lits d'hébergement transitoire avant d'obtenir une place permanente en CHSLD par région et par établissement.
-

RÉPONSE NO 226

Délai moyen d'attente par région et par établissement avant d'obtenir une place permanente en CHSLD

La réponse à cette question est fournie à la question n° 303 des questions particulières de l'Opposition officielle.

Nombre de lits d'hébergement transitoire par région et par établissement

La réponse à cette question est fournie dans le tableau ci-joint. Concernant les données pour les années antérieures, la réponse est fournie à la question 227 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition de 2017-2018. Pour les années de 2014 à 2017, les réponses sont fournies à la question 238 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

Séjour moyen en lits d'hébergement transitoire avant d'obtenir une place permanente en CHSLD par région et par établissement.

Information non disponible.

Nombre de lits d'hébergement transitoire des CHLSD publics en mars 2018

Région	Permis	Nom	Lits d'hébergement transitoire
3	11045135	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	20
Total pour la région de la Capitale-Nationale			20
6	11045168	CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	30
6	11045184	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	40
6	11045200	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	108
6	12685608	L'HÔPITAL GÉNÉRAL JUIF SIR MORTIMER B. DAVIS	100
6	12745725	CENTRE HOSPITALIER DE ST. MARY	65
Total pour la région de Montréal			343
8	11045226	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	15
Total pour la région de l'Abitibi-Témiscamingue			15
12	11045333	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	2
Total pour la région de Chaudière-Appalaches			2
14	11045275	CISSS DE LANAUDIÈRE	49
Total pour la région de Lanaudière			49
Total			429

Source : Les données sont extraites du répertoire des établissements M03 au 31 mars 2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 227

Au 31 mars 2015, 2016, 2017, 2018, par région et au total :

- nombre de nouveaux CHSLD;
- nombre de nouvelles places;
- prévisions pour 2016-2017 :
 - i. ouverture de nouveaux CHSLD;
 - ii. fermeture et/ou transformation de CHSLD;
- étape de réalisation pour chacun des projets.

RÉPONSE NO 227

La réponse à cette question est fournie à la question 306 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 228

Le nombre de places en CHSLD public fermées en, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, 2017-2018.

RÉPONSE NO 228

La réponse à cette question est fournie à la question 304 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 229

État de situation pour chacun des projets de construction de CHSLD en mode PPP.

RÉPONSE NO 229

La réponse à ces questions est fournie dans la réponse à la question no 310 de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 230

Liste des organismes communautaires subventionnés par le MSSS et montant des subventions octroyées par organisme, par région et au total en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018.

RÉPONSE NO 230

La réponse à cette question est fournie à la question n° 373 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 231

Nombre de maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et budget alloué, par maison, par région et au total en 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2017-2018.

RÉPONSE NO 231

La réponse à cette question est fournie à la question n° 376 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 232

Subventions accordées aux organismes communautaires en santé mentale dans chacune des régions pour les années 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

RÉPONSE NO 232

La réponse à cette question est fournie à la question n° 385 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 233

État de situation et bilan d'implantation de la Loi sur la protection de la jeunesse.

RÉPONSE NO 233

La réponse à cette question est fournie à la question n° 396 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 234

État de situation au sujet du financement, de l'âge moyen et du nombre de familles d'accueil de 2007 à 2018 et prévisions pour 2018-2019.

RÉPONSE NO 234

La réponse à cette question est fournie à la question n° 398 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 235

État de situation par rapport à la publication du rapport du comité chargé d'évaluer l'implantation des nouvelles dispositions de la Loi sur la protection de la jeunesse.

RÉPONSE NO 235

La réponse à cette question est fournie à la question n° 399 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 236

État de situation de 2004 à 2018, par région administrative du nombre de dossiers de protection de la jeunesse confiés à chaque intervenant et prévisions pour 2018-2019.

RÉPONSE NO 236

La réponse à cette question est fournie à la question n° 400 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 237

État de situation de 2004 à 2018, par région administrative, du nombre de signalements en protection de la jeunesse et prévisions pour 2018-2019.

RÉPONSE NO 237

La réponse à cette question est fournie à la question n° 401 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 238

État de situation de 2004 à 2018 des différentes mesures mises en place en protection de la jeunesse dans le Grand Nord québécois.

RÉPONSE NO 238

La réponse à cette question est fournie à la question n° 402 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 239

État de situation par rapport aux différentes recommandations du Vérificateur général en 2009 en matière de protection de la jeunesse.

RÉPONSE NO 239

La réponse à cette question est fournie à la question n° 403 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 240

Ventilation des sommes dévolues en développement en, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et prévisions pour 2018-2019 pour les jeunes en difficulté, par région et par établissement.

RÉPONSE NO 240

La réponse à cette question est fournie à la question n° 404 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 241

Liste des sommes dues par le gouvernement fédéral aux centres jeunesse desservant les communautés autochtones.

RÉPONSE NO 241

La réponse à cette question est fournie à la question n° 405 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 242

Liste d'attente par région en évaluation, en accès à l'hébergement et en application des mesures pour les personnes atteintes de déficience intellectuelle, par groupe d'âge, en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

RÉPONSE NO 242

La réponse à cette question est disponible à la question n° 406 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 243

Détails de l'état d'avancement des travaux sur la politique de services intégrés à la jeunesse pour une meilleure coordination entre les milieux scolaires, les CSSS et les centres jeunesse.

RÉPONSE NO 243

La réponse à cette question est fournie à la question n° 407 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 244

Pour chaque année, par région du Québec, depuis 2010, la moyenne de dossiers de protection de la jeunesse confiés à chaque intervenant, ventilé selon le type d'intervention (évaluation / application des mesures)

RÉPONSE NO 244

En ce qui concerne les dossiers à l'application des mesures, la réponse se trouve à la question n° 400 des questions particulières de l'Opposition officielle.

Pour les dossiers à l'évaluation, ces données ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 245

Pour chaque année, par région du Québec, depuis 2007, à l'application des mesures, la moyenne de rencontres par mois et/ou semaine et/ou année avec l'enfant et/ou sa famille ayant un suivi avec la DPJ.

RÉPONSE NO 245

Ces données ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 246

Pour chaque année, par région du Québec, depuis 2010, par semaine et/ou mois et/ou année la moyenne d'heures qu'effectue les intervenants, ventilé selon le type d'intervention (évaluation/application des mesure) pour des tâches administratives (rédaction, remplir les notes, etc.) ainsi que le nombre d'heures moyennes consacrés à l'intervention auprès des jeunes et de leur famille.

RÉPONSE NO 246

Ces données ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 247

Pour chaque année, par région du Québec, depuis 2010, le nombre d'intervenants (ou une moyenne) pour les directions de la protection de la jeunesse, ventilé selon le type d'intervention (évaluation / application des mesures).

RÉPONSE NO 247

Ces données ne sont pas disponibles.

QUESTION NO 248

Pour chaque année, par région du Québec, depuis 2010, la moyenne des absences des intervenants, ventilés selon le type d'intervention et ventilés selon le type d'absence – maladie de courte durée et maladie longue durée. Concernant les absences de longue durée pour cause de maladie, la durée moyenne de l'absence.

RÉPONSE NO 248

Les informations sont disponibles par établissement et ne nous permettent pas de comptabiliser les informations pour les intervenants en centre jeunesse.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 249

Ventilation des sommes allouées au transport adapté depuis 2003 par région.

RÉPONSE NO 249

Nous vous référons au ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 250

Ventilation des places dans les centres d'hébergement publics, dans les centres de réadaptation et dans les centres de jour en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019 par région.

RÉPONSE NO 250

La réponse à cette question est fournie à la question 431 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 251

Liste d'attente pour les programmes d'aide matérielle, par catégorie de programme en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

RÉPONSE NO 251

La réponse à cette question est fournie à la question n° 434 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 252

Nombre d'organismes et liste des organismes financés pour la lutte contre la toxicomanie par région ainsi que le montant versé.

RÉPONSE NO 252

La réponse à cette question est fournie à la question n° 443 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 253

Bilan des ressources d'hébergement en toxicomanie ayant reçu leur certification.

RÉPONSE NO 253

La réponse à cette question est fournie à la question n° 444 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 254

Liste des organismes qui offrent des traitements de lutte contre la toxicomanie.

RÉPONSE NO 254

La réponse à cette question est fournie à la question n° 446 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 255

État de situation concernant l'encadrement des centres de lutte contre la dépendance, notamment la toxicomanie.

RÉPONSE NO 255

La réponse à cette question est fournie à la question n° 447 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 256

Liste d'attente en matière de lutte contre la toxicomanie.

RÉPONSE NO 256

RÉGIONS	Nombre de personnes en attente d'un premier service ¹
CISSS du Bas-Saint-Laurent (01)	68
CIUOSS du Saguenay–Lac Saint-Jean (02)	91
CIUOSS de la Capitale-Nationale (03)	131
CIUOSS de la Mauricie et Centre-du-Québec (04)	57
CIUOSS de l'Estrie-CHUS (05)	64
Montréal (06) ²	324
CISSS de l'Outaouais (07)	101
CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue (08)	48
CISSS de la Côte-Nord (09)	14
CRSSS de la Baie-James (10)	4
CISSS de la Gaspésie (11)	26
CISSS de Chaudière-Appalaches (12)	102
CISSS de Laval (13)	134
CISSS de Lanaudière (14)	68
CISSS des Laurentides (15)	174
CISSS de la Montérégie-Ouest (16)	268
TOTAL	1674

¹ Données du 15 mars 2018

² CIUOSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal-mission CRD, Centre de recherche et d'aide pour les narcomanes (CRAN), Centre Le Grand Chemin et Centre Le Portage

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 257

Montant prévu pour la lutte contre la toxicomanie pour les cinq dernières années par région et par établissement.

RÉPONSE NO 257

La réponse à cette question est fournie à la question n° 449 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 258

Budget dépenses pour l'ensemble du gouvernement du Québec, par personne, pour le soutien à domicile en 2015-2016 et 2016-2017, par rapport au montant dépensé par chacune des provinces canadiennes, et moyenne canadienne.

RÉPONSE NO 258

La réponse à la question est fournie à la question 274 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 259

Répartition des effectifs par secteur d'emploi pour les centres d'accueil, centres d'hébergement et CHSLD en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018.

RÉPONSE NO 259

Répartition des emplois au 31 mars 2017 dans les établissements privés conventionnés ayant la mission CHSLD.

Les données de 2017-2018 seront disponibles à l'automne 2018.

Catégorie de personnel	Nombre d'emploi au 31 mars 2017
Personnel en soins infirmiers et cardio-respiratoires	2 285
Personnel paratechnique, services auxiliaires et métiers	5 884
Personnel de bureau, techniciens et professionnels de l'administration	441
Techniciens et professionnels de la santé et des services sociaux	629
Personnel non visé par la Loi 30 et personnel d'encadrement	442
Total	9 681

Suite à la fusion des établissements publics au 1^{er} avril 2015, il n'y a plus d'établissement public ayant uniquement la mission CHSLD.

Les données des années antérieures sont présentées dans les cahiers des Études des crédits des exercices précédents.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 260

Nombre de postes à temps plein ou équivalent à temps complet par type d'emploi et au total pour les établissements du réseau de la santé, par établissement (CH, Centres de santé et de services sociaux, CLSC, CHSLD, Centres de réadaptation, Centres jeunesse, etc.), par région et au total.

RÉPONSE NO 260

Suite à la fusion des établissements au 1er avril 2015, les informations selon la catégorie d'établissement (CH, centre de réadaptation, centre jeunesse etc.) ne sont plus disponibles.

Les informations sur les effectifs du réseau sont disponibles à l'adresse suivante :

<http://www.msss.gouv.qc.ca/professionnels/documents/ressources-humaines/Denombrement-et-remuneration-Effectif-RSSS-2015-2016.xlsx>

QUESTION NO 261

Nombre de lits (courte et longue durée) permis pour chacun des CH, CHU, CHA, IU, CSSS, CHSLD publics et privés, Centres de réadaptation, etc., par établissement, par région et au total au 31 mars 2018.

RÉPONSE NO 261

Les données, au 31 mars 2018, pour les centres hospitaliers de soins généraux et spécialisés et pour les centres hospitaliers de soins psychiatriques sont fournies dans les documents ci-joints.

Pour les centres d'hébergement publics, la réponse est fournie à la question 303 des questions particulières de l'Opposition officielle.

Pour les centres de réadaptation, la réponse est fournie à la question 250 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

Nombre de lits des centres hospitaliers de soins généraux et spécialisés au 31 mars 2018

RSS	CODE	NOM	Lits de santé physique	Lits de gériatrie	Lits de psychiatrie	Lits de néonatalogie	Lits d'hôtellerie	Total
1	11045119	CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT	462	25	55	5		547
Total pour la région du Bas-Saint-Laurent			462	25	55	5		547
2	11045127	CIUSSS DU SAGUENAY – LAC-SAINT-JEAN	654	56	115	15	21	861
Total pour la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean			654	56	115	15	21	861
3	11045051	CHU DE QUÉBEC – UL	1 407	149	161	54	99	1 870
3	11045135	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	88	53	36			177
3	12409991	HÔPITAL JEFFERY HALE - SAINT BRIGID'S		26				26
3	13623616	IUCPQ – UL	334					334
3	16322059	LA MAISON MICHEL SARRAZIN	15					15
Total pour la région de la Capitale-Nationale			1 844	228	197	54	99	2 422
4	11045143	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC	963	100	133			1 196
Total pour la région de la Mauricie et du Centre-du-Québec			963	100	133			1 196
5	11045150	CIUSSS DE L'ESTRIE – CHUS	863	24	133	20		1 040
5	13818596	CSSS- INSTITUT UNIVERSITAIRE DE GÉRIATRIE DE SHERBROOKE		64				64
Total pour la région de l'Estrie			863	88	133	20		1 104
6	11042918	CHUM	734		38	10		782
6	11045168	CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	344		31			375
6	11045176	CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	143					143
6	11045184	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	661	68	38			767
6	11045192	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	699	75	143			917
6	11045200	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	557	25	48	20		650
6	12420774	HÔPITAL SANTA CABRINI	351	18				369
6	12431656	ICM	153					153
6	12452645	HÔP. MARIE-CLARAC DES SOEURS DE CHARITÉ DE STE-MARIE	222					222
6	12599213	CUSM	771	15	50	52		888
6	12685608	L'HÔPITAL GÉNÉRAL JUIF SIR MORTIMER B. DAVIS	461	28	48	34		571
6	12694659	CHU SAINTE-JUSTINE	333		19	65		417
6	12745725	CENTRE HOSPITALIER DE ST. MARY	207	15	29			251
6	13388905	CENTRE MÉTROPOLITAIN DE CHIRURGIE PLASTIQUE INC.	22					22
6	13469796	HÔPITAL MONT-SINAI	50					50
6	13506472	HÔPITAL SHRINERS POUR ENFANTS (QUÉBEC) INC..	22					22
6	29732187	VILLA MEDICA INC.	207					207
Total pour la région de Montréal			5 937	244	444	181		6 806

Nombre de lits des centres hospitaliers de soins généraux et spécialisés au 31 mars 2018

RSS	CODE	NOM	Lits de santé physique	Lits de gériatrie	Lits de psychiatrie	Lits de néonatalogie	Lits d'hôtellerie	Total
7	11045218	CISSS DE L'OUTAOUAIS	601	39	99	14		753
Total pour la région de l'Outaouais			601	39	99	14		753
8	11045226	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	374	7	64			445
Total pour la région de l'Abitibi-Témiscamingue			374	7	64			445
9	11045234	CISSS DE LA CÔTE-NORD	232		42			274
Total pour la région de la Côte-Nord			232		42			274
10	11042686	CRSSS DE LA BAIE-JAMES	38					38
Total pour la région du Nord-du-Québec			38					38
11	11044088	CISSS DES ÎLES	26		4			30
11	11045242	CISSS DE LA GASPÉSIE	183	18	25			226
Total pour la région de la Gaspésie-Île-de-la-Madeleine			209	18	29			256
12	11045333	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	529	35	128			692
Total pour la région de Chaudière-Appalaches			529	35	128			692
13	11045267	CISSS DE LAVAL	451		38			489
13	11097029	HOPITAL JUIF DE READAPTATION	132					132
Total pour la région de Laval			583		38			621
14	11045275	CISSS DE LANAUDIÈRE	471	48	92			611
Total pour la région de Lanaudière			471	48	92			611
15	11045283	CISSS DES LAURENTIDES	770	26	200	8		1 004
Total pour la région des Laurentides			770	26	200	8		1 004
16	11045291	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE	820	20	38			878
16	11045309	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST	657	55	92			804
16	11045317	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-ouest	354	37	63			454
16	12363412	CSSS DU HAUT-SAINT-LAURENT	49					49
16	16802704	CONSEIL DES MOHAWKS DE KAHNAWAKE	10					10
Total pour la région de la Montérégie			1 890	112	193			2 195
17	12730628	CENTRE DE SANTÉ TULATTAVIK DE L'UNGAVA	15				22	37
17	18456327	CENTRE DE SANTE INUULITSIVIK	17					17
Total pour la région du Nunavik			32				22	54
18	16258899	CCSSS DE LA BAIE-JAMES	25					25
Total pour la région des Terres-Cries-de-la-Baie-James			25					25
Total			16 477	1 026	1 962	297	142	19 904

Source : Les données sont extraites du répertoire des établissements M03 au 31 mars 2018.

Nombre de lits des centres hospitaliers de soins psychiatriques au 31 mars 2018

RSS	CODE	NOM	Lits de santé physique	Lits de psychiatrie	Total
03	11045135	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	25	197	222
Total pour la région de la Capitale-Nationale			25	197	222
06	11045192	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL		86	86
06	11045200	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	20	240	260
06	12797577	IPPM		295	295
06	13727060	INSTITUT UNIVERSITAIRE EN SANTÉ MENTALE DOUGLAS	6	260	266
Total pour la région de Montréal			26	881	907
Total			51	1 078	1 129

Source : Les données sont extraites du répertoire des établissements M03 au 31 mars 2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 262

Budget de fonctionnement de chacun des CHSLD et au total en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018.

RÉPONSE NO 262

Coût de l'hébergement en CHSLD

Année	Montant
2016-2017	2 118 860 495 \$

Source : Contour (portraits Soutien à l'autonomie des personnes âgées).

Inclut les CHSLD et la composante « hébergement » des établissements publics.
Le montant comprend seulement les dépenses en services directs.
Le budget est alloué pour l'ensemble de l'établissement et nous n'allouons pas de budget spécifique pour les CHSLD public.

Voir en annexe le détail par établissement.

Coût de l'hébergement en CHSLD 2016-2017

Région	Corpo	Nom	2016-2017
1	11045119	CISSS du Bas-Saint-Laurent	56 276 388 \$
2	11045127	CIUSSS du Saguenay Lac St-Jean	60 305 048 \$
2	23182884	CENTRE D'HÉBERGEMENT ST-FRANÇOIS INC.	3 187 195 \$
3	11045051	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	1 253 116 \$
3	11045135	CIUSSS de la Capitale Nationale	172 261 726 \$
3	13027073	CENTRE D'HÉBERGEMENT DU BOISÉ LTÉE	3 737 110 \$
3	25457094	HÔPITAL STE-MONIQUE INC.	3 220 105 \$
3	27508456	CENTRE D'HÉBERGEMENT ST-JEAN-EUDES INC.	10 216 684 \$
3	28694321	CENTRE HOSPITALIER ST-FRANÇOIS INC.	1 760 244 \$
3	51230175	CENTRE D'HEBERGEMENT CHAMPLAIN DES MONTAGNES	5 264 288 \$
3	54583091	CHSLD VIGI SAINT-AUGUSTIN	5 440 495 \$
4	11045143	CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	135 461 614 \$
4	29490414	FOYER SAINTS-ANGES DE HAM-NORD INC.	1 317 667 \$
4	51225563	CHSLD VIGI LES CHUTES	3 508 345 \$
5	11045150	CIUSSS de L'Estrie-Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	128 269 406 \$
5	51230506	CHSLD VIGI SHERMONT	2 762 949 \$
6	11042280	CENTRE LE CARDINAL INC.	8 892 881 \$
6	11044823	CENTRE D'HÉBERGEMENT DE LA MAISON-SAINT-JOSEPH INC.	4 506 328 \$
6	11045168	CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	89 129 390 \$
6	11045176	CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	60 904 262 \$
6	11045184	CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	152 401 829 \$
6	11045192	CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	104 739 035 \$
6	11045200	CIUSSS de L'Est-de-l'Île-de-Montréal	123 148 104 \$
6	11755501	CHSLD PROVIDENCE NOTRE-DAME DE LOURDES INC.	9 178 829 \$
6	12326849	RÉSIDENCE ANGÉLICA	16 489 798 \$
6	12366043	C.H.S.L.D. BAYVIEW INC.	6 367 770 \$
6	12383907	RÉSIDENCE BERTHIAUME-DUTREMBLAY	9 841 721 \$
6	12599213	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	10 963 023 \$
6	13000732	LES CÈDRES-CENTRE D'ACCUEIL POUR PERSONNES ÂGÉES	1 722 676 \$
6	29530060	CHSLD BOURGET INC.	4 358 252 \$
6	29530078	CHSLD BUSSEY (QUÉBEC) INC.	2 037 572 \$
6	51218162	CHSLD LE ROYER	4 980 156 \$
6	51225407	CHSLD VIGI REINE-ÉLIZABETH	7 813 649 \$
6	51227957	CHSLD SAINT-GEORGES	13 644 870 \$
6	51232627	CHSLD VIGI MARIE-CLARET	3 875 389 \$
6	51234003	CENTRE D'HÉBERGEMENT SAINT-VINCENT-MARIE INC.	3 492 700 \$
6	51234300	CENTRE D'HEBERGEMENT CHAMPLAIN-DE-GOUIN	4 480 046 \$
6	54583208	CHSLD VIGI DE DOLLARD-DES-ORMEAUX	7 828 915 \$
6	54583232	CHSLD VIGI DE PIERREFONDS	3 236 670 \$
6	54982822	CENTRE D'HÉBERGEMENT CHAMPLAIN - MARIE-VICTORIN	13 671 410 \$
6	55477988	CHSLD VIGI DE MONT-ROYAL	13 530 781 \$

Coût de l'hébergement en CHSLD 2016-2017

Région	Corpo	Nom	2016-2017
7	11045218	CISSS de L'Outaouais	63 522 990 \$
7	51223311	CENTRE D'HÉBERGEMENT CHAMPLAIN GATINEAU	4 946 623 \$
7	51223329	CHSLD VIGI DE L'OUTAOUAIS	4 830 865 \$
8	11045226	CISSS de L'Abitibi-Témiscamingue	43 243 142 \$
9	11045234	CISSS de la Côte-Nord	25 533 194 \$
10	11042686	Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James	3 539 501 \$
11	11044088	CISSS des Iles	5 330 894 \$
11	11045242	CISSS de la Gaspésie	28 090 521 \$
12	11045333	CISSS de Chaudière-Appalaches	92 694 974 \$
12	13317037	PAVILLON BELLEVUE INC.	2 566 881 \$
12	26370254	CENTRE D'ACCUEIL SAINT-JOSEPH DE LÉVIS INC.	7 853 143 \$
12	51224921	CENTRE D'HEBERGEMENT CHAMPLAIN - CHANOINE-AUDET	5 137 448 \$
12	51232122	CENTRE D'HEBERGEMENT CHAMPLAIN-DE-L'ASSOMPTION	5 095 899 \$
12	54601018	CHSLD VIGI NOTRE-DAME-DE-LOURDES	2 321 600 \$
13	11045267	CISSS de Laval	43 841 573 \$
13	12825188	RÉSIDENCE RIVIERA INC.	6 467 195 \$
13	13625587	MANOIR ST-PATRICE INC.	4 861 151 \$
13	51223204	CHSLD VIGI L'ORCHIDÉE BLANCHE	6 186 934 \$
13	51230183	CENTRE D'HÉBERGEMENT CHAMPLAIN SAINT-FRANÇOIS	2 279 629 \$
13	51233997	CHSLD SAINT-JUDE	10 172 163 \$
13	53956983	SANTÉ COURVILLE DE LAVAL	3 440 094 \$
14	11043791	CHSLD DE LA CÔTE BOISÉE INC.	7 184 652 \$
14	11045275	CISSS de Lanaudière	72 846 393 \$
14	12653192	CHSLD HEATHER INC,	5 346 435 \$
14	51223337	CHSLD VIGI YVES-BLAIS	5 189 037 \$
14	51230217	CENTRE D'HEBERGEMENT CHAMPLAIN LE CHÂTEAU	3 419 695 \$
15	11045283	CISSS des Laurentides	94 969 781 \$
15	51223303	CENTRE D'HEBERGEMENT CHAMPLAIN-DE-LA-VILLA-SOLEIL	8 785 128 \$
15	51231215	CHSLD VIGI DE DEUX-MONTAGNES	3 844 023 \$
16	11045291	CISSS de la Montérégie-Centre	54 553 890 \$
16	11045309	CISSS de la Montérégie-Est	104 382 611 \$
16	11045317	CISSS de la Montérégie-Ouest	58 816 220 \$
16	13578448	ACCUEIL DU RIVAGE INC.	1 567 341 \$
16	27368703	CENTRE D'ACCUEIL MARCELLE FERRON INC.	12 964 669 \$
16	28609360	RÉSIDENCE SOREL-TRACY INC.	3 060 259 \$
16	51223345	CHSLD VIGI DE BROSSARD	3 400 114 \$
16	51225993	SANTÉ COURVILLE DE WATERLOO	1 282 809 \$
16	51230209	CENTRE D'HEBERGEMENT CHAMPLAIN JEAN-LOUIS LAPIERRE	3 872 414 \$
16	51232635	CENTRE D'HEBERGEMENT CHAMPLAIN DES POMMETIERS	7 107 053 \$
16	54661442	CHSLD VIGI DE MONTÉRÉGIE	4 742 381 \$
16	54780366	CENTRE HOSP. KATERI MEMORIAL-TEHSAKOTITSEN : THA	2 898 650 \$
16	54982830	CENTRE D'HÉBERGEMENT CHAMPLAIN CHÂTEAUGUAY	4 832 893 \$
17	12730628	CENTRE DE SANTÉ TULATTAVIK DE L'UNGAVA	1 605 863 \$
17	18456327	CENTRE DE SANTÉ INUULITSIVIK	4 597 216 \$
18	16258899	Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James	156 120 \$
			2 118 860 495 \$

Source : Contour (portraits Soutien à l'autonomie des personnes âgées - SAPA).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 263

Pour chacun des centres d'accueil, centre d'hébergement et CHSLD, état de la liste d'attente au 31 mars 2018.

RÉPONSE NO 263

Le ministère de la Santé et des Services sociaux possède les données relatives au nombre d'usagers qui attendent une place permanente en centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD).

Elles sont disponibles à l'adresse suivante : <http://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/document-001637/>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 264

Allocations budgétaires pour chacun des CLSC :

- dans chacune des régions pour les années 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018;
 - par programme pour les années 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018;
 - comparaison per capita pour les années 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018.
-

RÉPONSE NO 264

L'allocation budgétaire ne s'effectue plus par mission d'établissement. Veuillez vous référer à la réponse fournie à la question no 45 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 265

Nombre de places dans les résidences privées pour aînés au 31 mars 2015, 2016, 2017 et 2018 au Québec et par région.

RÉPONSE NO 265

Nombre d'unités locatives en résidences privées pour aînés au 31 mars 2018, au Québec et par région.

Région	Nom	2018
01	Bas-Saint-Laurent	4 681
02	Saguenay - Lac-Saint-Jean	5 150
03	Capitale-Nationale	13 679
04	Mauricie et Centre-du-Québec	11 427
05	Estrie	9 457
06	Montréal	26 099
07	Outaouais	3 810
08	Abitibi-Témiscamingue	2 170
09	Côte-Nord	452
10	Nord-du-Québec	71
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 033
12	Chaudière-Appalaches	8 313
13	Laval	6 804
14	Lanaudière	6 446
15	Laurentides	6 795
16	Montréal	19 286
TOTAL		125 673

QUESTION NO 266

Concernant les résidences pour personnes âgées non certifiées, fournir pour les années financières 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 :

- le nombre total de résidences non certifiées en ventilant par région;
- le nom des résidences non certifiées;
- la date butoir que le gouvernement s'est donnée afin de certifier l'ensemble des résidences.

RÉPONSE NO 266

Au 31 mars 2018, 40 résidences privées pour aînés ont une attestation temporaire de conformité et sont en processus pour obtenir un premier certificat de conformité. Le nombre de résidences ayant reçu une attestation temporaire de conformité est fournie à la question n° 312 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 267

Concernent les lits en soins palliatifs, fournir les informations suivantes :

- le ratio par 500 000 habitants de lits en soins palliatifs pour chaque région;
- le coût d'implantation pour un lit en soins palliatifs.

RÉPONSE NO 267

Le détail du ratio des lits de soins palliatifs par habitant pour chaque région est présenté à la question 294 des questions particulières de l'Opposition officielle.

Coût d'implantation pour un lit en soins palliatifs

Les barèmes de financement des lits réservés en soins palliatifs au Québec, en vigueur depuis le 22 octobre 2013, sont les suivants :

- 95 000 \$/an pour l'ajout d'un nouveau lit en CHSLD;
- 35 000 \$/an pour la transformation d'un lit en CHSLD;
- 68 000 \$/an pour l'ajout d'un lit en maison de soins palliatifs;
- 0 \$/an pour la transformation d'un lit de centre hospitalier de soins généraux et spécialisés;
- 110 000 \$/an pour l'ajout d'un lit de centre hospitalier de soins généraux et spécialisés.

Ainsi, le ministère de la Santé et des Services sociaux garantit un financement public similaire d'un établissement à l'autre.

QUESTION NO 268

Concernant le suicide, fournir :

- les sommes investies dans la prévention du suicide chez les 50 à 64 ans par année depuis les 5 dernières années;
- le nombre de sentinelles pour la prévention du suicide qui ont été formées afin de venir en aide aux personnes de 50 à 64 ans;
- les sommes investies spécifiquement pour la mise en place du programme des Sentinelles par année depuis sa création; notamment pour les aînées.

RÉPONSE NO 268

Les sommes investies dans la prévention du suicide chez les 50 à 64 ans par année depuis les cinq dernières années

La prévention du suicide est une mesure universelle pour laquelle des interventions sont déployées pour toute la population, sans distinction au regard des personnes âgées de 50 à 64 ans. Les données concernant cette tranche d'âge ne sont pas disponibles.

Le nombre de sentinelles pour la prévention du suicide qui ont été formées afin de venir en aide aux personnes de 50 à 64 ans

Au total, en 2013-2014, 2 357 sentinelles ont été formées au Québec. Les données concernant cette tranche d'âge ne sont pas disponibles.

Les sommes investies spécifiquement pour la mise en place du programme Sentinelles par année depuis sa création, notamment pour les aînées

Les sommes suivantes ont été investies pour l'implantation des réseaux de sentinelles en prévention du suicide :

- 1,4 M\$ a été investi dans le contexte de la Stratégie d'action jeunesse 2006-2009.
- Un projet de l'Association québécoise des retraités(es) des secteurs public et parapublic (AQRP), financé par le ministère de la Famille et des Aînés (400 000 \$ sur quatre ans), a été mis en place en 2008. Dans le cadre de ce projet, l'AQRP organisait à l'échelle provinciale une série de conférences de sensibilisation à la prévention du suicide chez les baby-boomers de 50 à 64 ans. Le projet s'est terminé en octobre 2012.

Les données concernant cette tranche d'âge ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 269

Concernent les places en CHSLD, par région et au total, fournir pour les années financières 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018:

- nombre de CHSLD (en précisant le nom);
- nombre de places;
- nombre de places occupées;
- nombre de places vacantes;
- nombre de personnes en attente d'une place en CHSLD pour chaque région;
- le coût moyen par année pour une place dans un CHSLD;
- l'évaluation des sommes nécessaires pour octroyer une place pour toutes les personnes en attente d'une place en CHSLD;
- les coûts moyens engendrés par une personne en attente d'une place en CHSLD qui requiert des soins particuliers à domicile;
- prévision de nouvelles places de longue durée pour personnes âgées en 2018-2019 par région et au total.

RÉPONSE NO 269

- nombre de CHSLD (en précisant le nom);
- nombre de places;
- nombre de places occupées;
- nombre de places vacantes;
- nombre de personnes en attente d'une place en CHSLD pour chaque région;

La réponse aux éléments précités est fournie à la question n° 303 des questions particulières de l'Opposition officielle.

Pour ce qui est des autres points voici les réponses :

- le coût moyen par année pour une place dans un CHSLD :
Le coût moyen par année, 2016-2017, pour une place dans un CHSLD pour chaque région est de **85 960 \$**.
 - l'évaluation des sommes nécessaires pour octroyer une place pour toutes les personnes en attente d'une place en CHSLD :
Selon l'information disponible, le coût moyen par équivalent-lit en CHSLD était évalué en 2016-2017 à 67 965 \$. Au 31 mars 2017, il y avait 2 850 personnes en attente, ce qui donne une somme de 193,7 M\$.
 - Les coûts moyens engendrés par une personne en attente d'une place en CHSLD qui requiert des soins particuliers à domicile :
Information non disponible.
 - Prévision de nouvelles places de longue durée pour personnes âgées en 2018-2019 par région et au total :
Information non disponible.
-

QUESTION NO 270

Pourquoi le Ministère de la Santé et des Services sociaux ne possède-t-il pas un portrait du temps d'attente avant les patients qui attendent une place permanente en CHSLD alors que les établissements de santé possèdent ces informations ?

RÉPONSE NO 270

Le ministère de la Santé et des Services sociaux possède les données relatives au nombre d'usagers qui attendent une place permanente en centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD).

Elles sont disponibles à l'adresse suivante : <http://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/document-001637/>.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux détient, depuis la période 5 de 2017-2018, l'information concernant les délais d'attente pour les personnes en attente d'une place en CHSLD. La réponse est fournie à la question n° 303 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 271

Ressources d'accueil (nombre de ressources, nombres de places, nombres d'usagers, nombre de personnes en attente) selon les types de clientèle suivantes en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019 :

- les jeunes;
- les adultes;
- les personnes âgées;
- les personnes ayant une déficience physique;
- les personnes ayant une déficience intellectuelle;
- les personnes alcooliques et toxicomanes ainsi que les joueurs pathologiques.

RÉPONSE NO 271

La réponse à cette question est fournie à la question n° 386 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 272

Nombre de personnes en attente, délais d'attente moyens et coûts estimés pour améliorer l'accessibilité aux services spécialisés pour chacun des services spécialisés de réadaptation pour les TED selon la région socio sanitaire au 31 mars 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018 ;

- adultes et aînés;
- enfants.

RÉPONSE NO 272

La réponse à cette question est fournie à la question n° 370 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 273

Nombre de personnes en attente, délais d'attente moyens et coûts estimés pour améliorer l'accessibilité aux services spécialisés pour chacun des services spécialisés de réadaptation en déficience intellectuelle selon la région socio sanitaire au 31 mars 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018 :

- adultes;
- aînés;
- enfants.

RÉPONSE NO 273

La réponse à cette question est fournie à la question n° 369 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 274

Nombre de personnes en attente, délais d'attente moyens et coûts estimés pour améliorer l'accessibilité aux services spécialisés pour chacun des services spécialisés de réadaptation en déficience physique selon la région socio-sanitaire au 31 mars 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018 :

- adultes et aînés;
- enfants.

RÉPONSE NO 274

La réponse à cette question est fournie à la question n° 368 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 275

Pour le programme d'allocation directe :

- ventilation détaillé du budget du programme au 31 mars 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018;
- région et par établissement;
- nombre de demandes au 31 mars 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018;
- nombre de bénéficiaires du programme au 31 mars 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018;
- nombre de demandes en attente de service au 31 mars 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018;
- prévisions du budget alloué pour 2018-2019, par région, et bilan de la mise en place de ce programme;
- nombre de bénéficiaires et d'employés inscrits au service de paie du programme « Chèque emploi-service » à l'institution financière responsable de la gestion de ces paies au 31 mars 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018.

RÉPONSE NO 275

La réponse à cette question est fournie à la question n° 328 des questions particulières de l'Opposition officielle.

Nombre de demandes en attente de service au 31 mars 2017 :

Ces données ne sont pas disponibles. Le Centre de traitement du chèque emploi-service de Desjardins (CTCES) agit à titre d'agent payeur pour l'établissement et de gestionnaire de la paie pour les usagers qui emploient les travailleuses et travailleurs de gré à gré pour les services d'aide à domicile.

Bilan de la mise en place de ce programme

L'allocation directe est une modalité de prestation de services dont les dépenses sont intégrées au budget global pour les services de soutien à domicile et qui relèvent de la responsabilité des établissements.

Selon les données obtenues pour l'exercice 2016-2017, ce programme est utilisé par des personnes présentant les profils suivants :

- déficience physique (47 %), déficience intellectuelle et troubles du spectre de l'autisme (9 %), soutien à l'autonomie des personnes âgées (39 %) et autres (5 %).

Nombre de bénéficiaires et d'employés inscrits au service de paie du programme « Chèque emploi-service » à l'institution financière responsable de la gestion de ces paies, au 31 mars 2017 :

ALLOCATION DIRECTE – CHÈQUE EMPLOI-SERVICE, SERVICES D'AIDE À DOMICILE

	2017-03-31
Nombre de bénéficiaires inscrits	10 219
Nombre d'employés inscrits	18 091

Les données relatives à la période 2017-2018 ne sont pas disponibles.

Concernant le personnel embauché, les données du CTCES correspondent aux relevés fiscaux émis. Certaines personnes peuvent avoir été calculées plus d'une fois si elles donnent les services chez plusieurs usagers différents.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 276

Pour l'Avion ambulance :

- a. nombre de transports de patients;
- b. coûts d'utilisation, ventilés.

RÉPONSE NO 276

La réponse à cette question est fournie à la question n°256 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 277

État de situation au sujet de la Politique du médicament :

- état de mise en œuvre de chacune des mesures;
 - les sommes investies pour chacune des mesures de la Politique du médicament depuis le dépôt de celle-ci.
-

RÉPONSE NO 277

La réponse à cette question est fournie à la question n° 225 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 278

Coût total de la campagne de vaccination :

- publicité;
- location de salles;
- personnel infirmier;
- temps supplémentaire;
- cliniques de grippe;
- etc.

RÉPONSE NO 278

La réponse à cette question est fournie à la question 208 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 279

État de situation concernant les unités de débordement existantes dans le réseau de la santé et des services sociaux :

- liste des unités;
- statistiques de fréquentation et de délai moyen de séjour par unité, par établissement.

RÉPONSE NO 279

La réponse à cette question est fournie à la question n° 185 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 280

Montant payé par des cliniques privées avec médecins non participants par des centres hospitaliers pour des soins donnés à des clients de ces cliniques privées :

- montant total pour le Québec;
 - montant payé par établissement.
-

RÉPONSE NO 280

La réponse à cette question est fournie à la question n°84 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 281

Grilles tarifaires en vigueur dans les stationnements de chacun des établissements publics du réseau de la santé (hôpital, CLSC, CHSLD, etc) au 31 mars 2016 et au 31 mars 2017 et 31 mars 2018

RÉPONSE NO 281

La réponse à cette question est fournie à la question n° 220 des questions particulières de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 282

Revenus générés par les établissements et fondations pour l'exploitation de leurs stationnements en 2015, 2016, 2017 et 2018. État d'avancement du financement de chacun des projets de stationnement qui doivent être autofinancés.

RÉPONSE NO 282

Les revenus générés par les établissements pour l'exploitation de leurs stationnements et les fondations sont de 123,2 M\$ pour l'exercice financier 2016-2017.

Limites de l'information présentée

L'information sur les revenus générés par les fondations correspond aux contributions de ces dernières aux établissements.

État d'avancement du financement de chacun des projets de stationnement autofinancés

L'information dans le tableau ci-dessous présente l'état du remboursement au 31 décembre 2017 des projets de stationnement autofinancés par les établissements publics du réseau qui sont financés par l'enveloppe des projets mineurs d'immobilisation à la charge du fonds d'exploitation. Cette information exclut les stationnements des grands projets de modernisation (CHUM, CUSM et CHU Sainte-Justine) et les projets autofinancés par le service de la dette.

Région	Numéro	Nom de l'établissement	Montant de départ	Montant en date du 31 décembre 2017
2	1104-4179	CSSS de Lac-St-Jean-Est	1 400 000 \$	- \$
3	1104-2900	Inst.réad. déf. phys. Qc/IRDPOQ	525 898 \$	252 951 \$
	1104-4161	CSSS de Québec-Nord	675 000 \$	- \$
	1104-4161	CSSS de Québec-Nord	675 000 \$	- \$
7	1104-4401	CSSS des Collines	125 000 \$	- \$
11	1104-3445	CSSS de la Haute-Gaspésie	750 000 \$	146 543 \$
15	1104-4013	CSSS des Sommets	729 839 \$	- \$
	1104-4138	CSSS d'Antoine-Labelle	733 342 \$	733 342 \$
	1104-4443	CSSS du Lac-des-Deux-Montagnes	2 375 000 \$	1 171 361 \$
16	1104-4583	CSSS Jardins-Roussillon	596 445 \$	596 445 \$
	1104-4591	CSSS La Pommeraie	1 012 231 \$	- \$
	1322-4969	Hôpital Charles Lemoyne	1 071 271 \$	258 995 \$
Total			10 143 128 \$	3 159 637 \$

QUESTION NO 283

Impact fiscal de l'incorporation des médecins au Québec par année depuis 2007.

RÉPONSE NO 283

L'incorporation des médecins n'est pas une notion présente dans les ententes négociées entre le ministère de la Santé et des Services sociaux et les fédérations médicales. Ainsi, le MSSS ne dispose pas d'informations sur le nombre de médecins incorporés ni sur les impacts fiscaux de cette incorporation.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 284

Pourquoi le Ministère de la Santé et des Services sociaux ne possède-t-il pas un portrait des médecins incorporés et de son impact fiscal ?

RÉPONSE NO 284

Cette information ne relève pas de la compétence du ministère de la Santé et des Services sociaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 285

État de situation sur les frais accessoires.

RÉPONSE NO 285

La réponse à cette question est fournie à la question n°125 des questions particulières de l'Opposition officielle

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 286

Prévision des nouveaux budgets disponibles en 2017-2018 et 2018-2019 après la conclusion du premier Forum québécois national sur le trouble du spectre de l'autisme.

RÉPONSE NO 286

La réponse à cette question est fournie à la question n° 388 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 287

Concernant l'hébergement public dans le réseau de la santé :

- nombre de places en ressources intermédiaires au 31 mars 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018 au Québec et par région;
- nombre de places en ressources de type familial au 31 mars 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018 au Québec et par région;
- nombre de places en CHSLD public et privés conventionnés au 31 mars 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018 au Québec et par région.

RÉPONSE NO 287

Nombre de places en ressources intermédiaires :

Région	Places en ressources intermédiaires
01- BAS-SAINT-LAURENT	724
02- SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	676
03- CAPITALE-NATIONALE	1719
04- MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC	1657
05- ESTRIE	272
06- MONTRÉAL	5194
07- OUTAOUAIS	638
08- ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	257
09- CÔTE-NORD	328
10- NORD-DU-QUÉBEC	27
11- GASPÉSIE - ÎLES-DE-LA-MADELEINE	289
12- CHAUDIÈRE-APPALACHES	705
13- LAVAL	968
14- LANAUDIÈRE	1086
15- LAURENTIDES	1362
16- MONTÉRÉGIE	2734
	18 636

Nombre de place en ressources de type familial :

La réponse à cette question est fournie à la question n° 82 des questions particulières de l'Opposition officielle.

Nombre de places en CHSLD public et privés conventionnés

La réponse à cette question est fournie à la question n° 303 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 288

Nombre de couples qui ont demandé à vivre dans le même CHSLD afin de ne pas être séparés en 2014, 2015 et 2016 au Québec et par région;

- demandes acceptées
- demandes refusées

RÉPONSE NO 288

Ces données ne sont pas disponibles.

QUESTION NO 289

Ventilation de l'utilisation des 65 millions \$ annoncés lors du Forum sur les meilleures pratiques en CHSLD;

- professionnels de la santé embauchés par types d'emplois (infirmières, infirmières cliniciennes, infirmières auxiliaires et préposés aux bénéficiaires), par région et par installation.

RÉPONSE NO 289

La réponse à cette question est fournie à la question n° 130 b. des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 290

Ventilation de l'utilisation des 100 millions \$ annoncés par le ministre de la Santé pour diminuer l'attente dans les hôpitaux;

- nombre de nouvelles places par type d'établissement (CH, CHSLD, RI, RTF, centres de réadaptation, etc) par région et par installation.

RÉPONSE NO 290

Places développées au 31 mars 2018, par établissement

	Au 31 mars 2018
Établissement	Nombre de places ajoutées ¹
01_CISSS du Bas Saint-Laurent	40
02_CIUSSS du Saguenay Lac-St-Jean	45
03_CIUSSS de la Capitale-Nationale	310
04_CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	139
05_CIUSSS de l'Estrie - CHUS	393
06_CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	125
06_CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	134
06_CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	73
06_CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	108
06_CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	100
06_MONTRÉAL	540
07_CISSS de l'Outaouais	211
08_CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	96
09_CISSS de la Côte-Nord	5
11_CISSS des Îles	9
11_CISSS de la Gaspésie	55
11_GASPÉSIE - ÎLES-DE-LA-MADELEINE	64
12_CISSS de Chaudière-Appalaches	84
13_CISSS de Laval	375
14_CISSS de Lanaudière	88
15_CISSS des Laurentides	270
16_CISSS de la Montérégie-Centre	94
16_CISSS de la Montérégie-Est	82
16_CISSS de la Montérégie-Ouest	52
16_MONTÉRÉGIE	228
Ensemble du Québec	2888

Source : GESTRED (formulaire 21201), extraction : 18 avril 2018, données préliminaires.

1 : Le nombre de places ajoutées correspond au nombre de places développées à ce jour et aux mesures alternatives (équivalent place).

Places développées au 31 mars 2018, par type de ressource ou mesure

Type de ressources ou de mesure	Nombre de places ajoutées ¹
RPA (santé mentale et problèmes comportementaux)	0
RPA (autre que santé mentale et problèmes comportementaux)	184
RI-RTF (SAPA)	829
RI-RTF-RAC (DI-TSA)	31
RI-RTF (Dépendances)	25
RI-RTF (DP)	6
RI-RTF-RAC (santé mentale et problèmes comportementaux)	439
RI-RTF-RAC (autre)	0
Logement semi-autonome	14
Logement supervisé	11
CHSLD public	344
CHSLD privé conventionné	37
CHSLD privé	483
Soins palliatifs	20
Réadaptation intensive	88
Réadaptation modérée et progressive	153
Milieu de convalescence-Répît	95
Maison d'accueil	0
Débordement	90
Ressources complexes	39
Ensemble du Québec	2 888

Source : GESTRED (formulaire 21201), extraction : 18 avril 2018, données préliminaires.

1 : Le nombre de places ajoutées correspond au nombre de places développées à ce jour et aux mesures alternatives (équivalent place).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 291

Délai moyen des patients inscrits sur le Guichet d'accès à un médecin de famille avant d'être pris en charge par un médecin pour l'ensemble du Québec, par région et selon l'état de santé des patients au 31 mars 2018.

RÉPONSE NO 291

La réponse à cette question est fournie à la question no 120 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 292

Délai maximum des patients inscrits sur le Guichet d'accès à un médecin de famille avant d'être pris en charge par un médecin pour l'ensemble du Québec, par région et selon l'état de santé des patients au 31 mars 2018.

RÉPONSE NO 292

Les données ne sont pas comptabilisées.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 293

Tout document produit pour ou par le MSSS sur le bilan de l'implantation de l'accès adapté par les médecins de famille depuis le 1^{er} avril 2014.

RÉPONSE NO 293

Tout besoin de renseignements concernant le bilan de l'implantation de l'accès adapté doit être adressé à la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 294

Nombre de médecins qui offrent des consultations médicales grâce à l'accès adapté en 2015, 2016, 2017 et depuis le début de l'année 2018.

RÉPONSE NO 294

Les données ne sont pas comptabilisées.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 295

Liste des cliniques médicales (GMF et autres) qui offrent des consultations médicales grâce à l'accès adapté en 2015, 2016, 2017 et depuis le début de l'année 2018.

RÉPONSE NO 295

Les données ne sont pas comptabilisées.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 296

Nombre de consultations médicales offertes grâce à l'accès adapté en 2015, 2016, 2017 et depuis le début de l'année 2018 au Québec, par région, par réseau local de santé et par clinique médicale.

RÉPONSE NO 296

Les données ne sont pas disponibles.

Toutefois, le système Rendez-vous santé Québec, au terme de son implantation à la grandeur du Québec, permettra de mesurer certains indicateurs de la pratique en accès adapté.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 297

Nombre de personnes en attente d'une place permanente en ressources de type familial au 31 mars 2014, 31 mars 2015, 31 mars 2016, 31 mars 2017 et 31 mars 2018 par établissement, par région et au total.

RÉPONSE NO 297

L'information disponible concerne le nombre de personnes en attente d'hébergement en ressources intermédiaires (RI) et en ressources de type familial (RTF) au 31 mars 2018. L'information spécifique aux ressources de type familial n'est pas disponible.

Nombre de personnes en attente d'hébergement en RI-RTF

Région		31 mars 2018
01	Bas-Saint-Laurent*	-
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	56
03	Capitale-Nationale	181
04	Mauricie-Centre-du-Québec	79
05	Estrie	136
06	Montréal	618
07	Outaouais	136
08	Abitibi-Témiscamingue	53
09	Côte-Nord	38
10	Nord-du-Québec**	-
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	26
12	Chaudière-Appalaches	107
13	Laval	102
14	Lanaudière	170
15	Laurentides	291
16	Montréal	866
	Ensemble du Québec	2 859

Source : SICRA

*En raison de problème technique, les données n'ont pas pu être transmises.

** Les régions 10, 17 et 18 n'ont pas le système SICRA, les données ne sont pas transmises au MSSS.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 298

Délai moyen d'attente avant d'obtenir une place permanente en ressources de type familial au 31 mars 2014, 31 mars 2015, 31 mars 2016, 31 mars 2017 et 31 mars 2018 par établissement, par région et au total.

RÉPONSE NO 298

Ces données ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 299

Nombre de personnes en attente d'une place permanente en ressources intermédiaires au 31 mars 2014, 31 mars 2015, 31 mars 2016, 31 mars 2017 et 31 mars 2018 par établissement, par région et au total.

RÉPONSE NO 299

L'information disponible concerne le nombre de personnes en attente d'hébergement en ressources intermédiaires (RI) et en ressources de type familial (RTF) au 31 mars 2018, celle-ci est fournie à la question n° 297 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition. L'information spécifique aux ressources intermédiaires n'est pas disponible.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 300

Délai moyen d'attente avant d'obtenir une place permanente en ressources intermédiaires au 31 mars 2014, 31 mars 2015, 31 mars 2016, 31 mars 2017 et 31 mars 2018 par établissement, par région et au total.

RÉPONSE NO 300

Ces données ne sont pas disponibles.

QUESTION NO 301

Composition actuelle de tous les conseils d'administration des établissements publics du réseau de la santé.

RÉPONSE NO 301

Extraits de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales (RLRQ, chapitre O-7.2) :

Article 9. Sous réserve de l'article 10, les affaires d'un centre intégré de santé et de services sociaux sont administrées par un conseil d'administration composé des personnes suivantes :

- 1° un médecin omnipraticien qui exerce sa profession sur le territoire du centre intégré, désigné par et parmi les membres du département régional de médecine générale;
- 2° un médecin spécialiste désigné par et parmi les membres du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens;
- 3° un pharmacien d'établissement désigné par et parmi les membres du comité régional sur les services pharmaceutiques;
- 4° une personne désignée par et parmi les membres du conseil des infirmières et infirmiers de l'établissement;
- 5° une personne désignée par et parmi les membres du conseil multidisciplinaire de l'établissement;
- 6° une personne désignée par et parmi les membres du comité des usagers de l'établissement;
- 7° une personne nommée par le ministre, à partir d'une liste de noms fournie par les organismes représentatifs du milieu de l'enseignement identifiés par celui-ci;
- 8° neuf personnes indépendantes nommées conformément aux dispositions des articles 15 et 16;
- 9° le président-directeur général de l'établissement, nommé par le gouvernement, sur recommandation du ministre, à partir d'une liste de noms fournie par les membres visés aux paragraphes 1° à 8°.

Article 10. Les affaires d'un établissement non fusionné et celles d'un centre intégré de santé et de services sociaux qui se trouve dans une région sociosanitaire où une université offre un programme complet d'études pré-doctorales en médecine ou qui exploite un centre désigné institut universitaire dans le domaine social sont administrées par un conseil d'administration composé des personnes suivantes :

- 1° un médecin omnipraticien qui exerce sa profession, selon le cas, dans la région où est situé l'établissement non fusionné ou sur le territoire du centre intégré, désigné par et parmi les membres du département régional de médecine générale;
- 2° un médecin spécialiste désigné par et parmi les membres du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens;
- 3° un pharmacien d'établissement désigné par et parmi les membres du comité régional sur les services pharmaceutiques;
- 4° une personne désignée par et parmi les membres du conseil des infirmières et infirmiers de l'établissement;
- 5° une personne désignée par et parmi les membres du conseil multidisciplinaire de l'établissement;
- 6° une personne désignée par et parmi les membres du comité des usagers de l'établissement;
- 7° deux personnes nommées par le ministre, à partir d'une liste de noms fournie par les universités auxquelles est affilié l'établissement, le cas échéant;
- 8° dix personnes indépendantes nommées conformément aux dispositions des articles 15 et 16;
- 9° le président-directeur général de l'établissement, nommé par le gouvernement, sur recommandation du ministre, à partir d'une liste de noms fournie par les membres visés aux paragraphes 1° à 8°.

Extraits de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (RLRQ, chapitre S-4.2) (LSSSS):

PARTIE IV.3 - Dispositions particulières applicables sur certaines terres transférées pour l'usage exclusif de la Nation Naskapi Kawawachikamach :

Article 530.89. La présente partie s'applique à tout établissement public dont le siège est situé sur le territoire constitué par les terres de la catégorie IA-N dont l'administration, la régie et le contrôle ont été transférés par le décret n° 92-92 du 29 janvier 1992 pour l'usage et le bénéfice exclusifs de la Bande Naskapi du Québec, devenue la Nation Naskapi de Kawawachikamach.

Article 530.94. Le conseil d'administration d'un établissement est composé des personnes suivantes qui en font partie au fur et à mesure de leur élection ou nomination :

- 1° trois personnes élues par et parmi les membres de la Nation Naskapi de Kawawachikamach, ayant la qualité d'électeur de la Nation, dont au moins une de sexe féminin et une de sexe masculin. Au moins un de ces membres doit être âgé de 50 ans ou plus;
- 2° une personne élue par et parmi les personnes travaillant pour l'établissement;
- 3° un membre du conseil de la Nation Naskapi de Kawawachikamach nommé par celui-ci;
- 4° un membre du comité naskapi de l'Éducation prévu par l'article 11.5 de la Convention du Nord-est québécois, nommé par ce comité;

5° le directeur général de l'établissement.

Un Naskapi dont le domicile est situé dans les limites de la réserve indienne de Matimekosh, telles qu'elles étaient définies dans l'arrêté en conseil n° 2718 du 21 août 1968, ne peut être élu en vertu du paragraphe 1°.

Dispositions particulières applicables dans une partie de la région du Nord-du-Québec (LSSSS) :

Article 530.43. La présente partie s'applique sur le territoire de la région administrative du Nord-du-Québec décrite au paragraphe 16 de l'annexe I du Décret concernant la révision des limites des régions administratives du Québec (chapitre D-11, r. 1), à l'exception du territoire défini à l'article 2 de la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (chapitre V-6.1) et du territoire délimité par le décret 1213-78 du 20 avril 1978 et relevant du Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James.

Article 129. Le conseil d'administration de chacun des établissements visés aux articles 119 à 126 est composé des personnes suivantes, qui en font partie au fur et à mesure de leur élection, de leur désignation, de leur nomination ou de leur cooptation :

1° le directeur général de l'établissement;

2° deux personnes indépendantes élues par la population lors de l'élection tenue en vertu de l'article 135;

3° deux personnes désignées par et parmi les membres du ou des comités des usagers de l'établissement;

4° une personne désignée par les conseils d'administration des fondations d'un établissement, le cas échéant;

5° deux personnes désignées par les universités auxquelles l'établissement est affilié lorsque l'établissement exploite un centre désigné centre hospitalier universitaire, institut universitaire ou centre affilié universitaire, le cas échéant;

6° quatre ou, selon le cas, cinq personnes issues de la communauté interne de l'établissement dont :

a) une personne désignée par et parmi les membres du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'établissement, le cas échéant;

b) une personne désignée par et parmi les membres du conseil des infirmières et infirmiers de l'établissement, le cas échéant;

c) une personne ou, si les sous-paragraphe a ou b ne trouvent pas application en raison de l'absence de ces conseils, deux personnes ou, si les sous-paragraphe a et b ne trouvent pas application en raison de l'absence de ces conseils, trois personnes désignées par et parmi les membres du conseil multidisciplinaire de l'établissement; les personnes désignées doivent toutefois être titulaires de titres d'emploi différents et, le cas échéant, être membres d'ordres professionnels différents;

d) une personne désignée par et parmi les membres du conseil des sages-femmes de l'établissement, le cas échéant;

e) une personne désignée par et parmi le personnel de l'établissement qui n'est pas membre de l'un des conseils mentionnés aux sous-paragraphe a à d;

7° deux personnes indépendantes nommées par l'agence concernée en tenant compte des profils de compétence et d'expérience adoptés par le conseil;

8° six personnes indépendantes cooptées, en tenant compte des profils de compétence et d'expérience adoptés par le conseil, par les autres membres du conseil d'administration visés aux paragraphes 2° à 7°, une fois ceux-ci élus, désignés ou nommés. Au moins une de ces personnes doit être choisie à partir d'une liste de noms fournie par les organismes communautaires donnant des services à la population de la région et identifiés par l'agence concernée. Une personne visée aux paragraphes 3°, 4° ou 5° du premier alinéa ne peut être à l'emploi de l'établissement ou y exercer sa profession. De plus, une personne visée au paragraphe 4° du premier alinéa ne peut être à l'emploi ou exercer sa profession au sein des fondations qui la désignent.

Dispositions particulières applicables sur le territoire visé par la loi sur les villages nordiques et l'administration régionale kativik

Article 530.13. Un conseil d'administration est composé des personnes suivantes qui en font partie au fur et à mesure de leur élection ou de leur nomination :

- 1° une personne élue par une assemblée formée des habitants du territoire de chaque village nordique dont le territoire est compris dans un secteur visé à l'article 530.3 et sur lequel est situé le siège de l'établissement;
- 2° quatre personnes élues par et parmi les personnes qui travaillent pour l'établissement ou qui exercent leur profession dans tout centre exploité par l'établissement, les personnes élues devant toutefois être titulaires de titres d'emploi différents et, le cas échéant, être membres d'ordres professionnels différents;
- 3° une personne élue par les membres du comité des usagers de l'établissement;
- 4° deux personnes nommées par les membres visés aux paragraphes 1° à 3° et choisies l'une après consultation d'organismes représentatifs des milieux communautaires et l'autre après consultation d'organismes représentatifs du milieu scolaire;
- 5° le directeur général de l'établissement.

En vertu de l'article 51 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (RLRQ, chapitre S-5), un conseil de la santé et des services sociaux est institué pour la région 10B et est désigné sous le nom, en français, de « Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James ». Ce conseil peut aussi être désigné sous le nom, en anglais, de « Cree Board of Health and Social Services of James Bay » et, en Cri, de « Akusen Ananakeecheedakanooch ».

Arrêté en Conseil 1213-78 du 20 avril 1978 (non publié).

Composition du conseil d'administration :

Article 54. Les pouvoirs du conseil régional créé en vertu de la présente section sont exercés par un conseil d'administration formé des membres suivants :

- a) un représentant cri pour chacune des différentes communautés cries de la région ordinairement desservie par le conseil régional, élu pour trois ans par et parmi les membres de la communauté qu'il représente;
- b) un représentant cri élu pour quatre ans par et parmi les membres de l'Administration régionale;
- c) un représentant élu pour trois ans par et parmi les personnes membres du conseil consultatif du personnel clinique de l'établissement;
- d) un représentant élu pour trois ans par et parmi les membres du personnel non clinique de l'établissement;
- e) le directeur général de l'établissement;

f) (paragraphe remplacé).

Au paragraphe a du premier alinéa, l'expression « communautés cries » a le sens que lui attribue le chapitre 3 de la Convention.

Une personne qui occupe un emploi ou exerce une profession pour le conseil régional ou dans l'établissement ne peut être élue membre en vertu des paragraphes a ou b du premier alinéa à moins qu'elle ne démissionne ou ne cesse d'y exercer sa profession dès son élection.

Seuls les Cris admissibles en vertu du chapitre 3 de la Convention, qui ont le droit d'occuper une charge et d'exercer un droit de vote pour une administration locale de ladite région, prévue au chapitre 10 de la Convention, et les Inuits résidant ordinairement dans la communauté de Fort George peuvent, pourvu qu'ils soient majeurs, occuper une charge et exercer un droit de vote pour l'élection des membres en vertu du paragraphe a du premier alinéa.

Toute personne non reconnue Cri qui réside ordinairement dans l'une des communautés desservies par le conseil régional depuis au moins 12 mois avant la date d'une élection peut, pourvu qu'elle soit majeure, exercer un droit de vote pour l'élection des membres en vertu du paragraphe a du premier alinéa.

Une personne habilitée à occuper une charge et à exercer un droit de vote en vertu des paragraphes c, d et e du premier alinéa n'est pas assujettie à des critères de résidence ou de domicile.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 302

Postes de médecine familiale dans les quatre facultés étudiantes du Québec laissé vacant en 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018.

RÉPONSE NO 302

La réponse à cette question est fournie à la question 68 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 303

Nombre de médecins résidents incapables de trouver un poste au Québec en 2017 selon la spécialité.

RÉPONSE NO 303

Les données ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 304

Nombre d'urgentologues qui ont quitté le Québec en 2017 et depuis le début de l'année 2018.

RÉPONSE NO 304

Le ministère ne dispose pas de cette information.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 305

Plan de réduction des admissions dans les facultés de médecine en 2018 et pour les prochaines années.

RÉPONSE NO 305

La politique triennale des nouvelles inscriptions dans les programmes de formation doctorale en médecine et du recrutement de médecins sous permis restrictif qu'a adoptée le Conseil des ministres le 28 février 2018 prévoyait 830 nouvelles inscriptions dans le contingent régulier pour 2017-2018, soit 17 inscriptions de moins qu'en 2016-2017. Il est prévu de maintenir le nombre de nouvelles inscriptions à 830 pour les années 2018-2019 et 2019-2020. Cette politique est réévaluée annuellement.

La politique maintient le nombre de nouvelles inscriptions aux contingents particuliers du doctorat en médecine à 32 places.

Le total des nouvelles inscriptions est donc de 862.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 306

Liste des cliniques médicales qui ont fermé leur porte en 2016, 2017 et depuis le début de l'année 2018.

RÉPONSE NO 306

Les données ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 307

Bilan de l'implantation des nouveaux repas dans les CHSLD. Ventilation des détails.

RÉPONSE NO 307

La réponse à cette question est fournie à la question n° 270 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 308

Portrait du matériel médical jugé désuet ou périmé et qui a été jeté, recyclé ou envoyé dans d'autres pays. Estimation de la valeur de ce matériel médical jugé désuet ou périmé en 2016 et 2017.

RÉPONSE NO 308

Chaque établissement du réseau de la santé et des services sociaux a la responsabilité de respecter les orientations énoncées dans la Politique de disposition du mobilier et de l'équipement en surplus des établissements publics de santé et de services sociaux. De ce fait, nous ne disposons pas d'un portrait du matériel médical disposé par chacun des établissements.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 309

Pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, coût moyen et total par repas pour les denrées alimentaires en CHSLD

RÉPONSE NO 309

Vous référer à la réponse à la question 271 de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 310

Pour les années 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, dépenses totales et nombre de repas servis en CHSLD

RÉPONSE NO 310

Vous référer à la réponse à la question 271 de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 311

État de situation concernant la pénurie de médecins dans les CHSLD.

RÉPONSE NO 311

Une lettre d'entente a été convenue entre le MSSS et la FMOQ.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d’opposition

QUESTION NO 312

Nombre d'adultes âgés de 18 à 65 ans qui attendent une place permanente en CHSLD au 31 mars 2018.

RÉPONSE NO 312

Nombre d’adultes âgés de 18 à 65 ans qui attendent une place permanente en CHSLD au 31 mars 2017.

Région	Nom de la région	Au 31 mars 2017 (2016-2017)
01	Bas-Saint-Laurent	0
02	Saguenay - Lac-Saint-Jean	0
03	Capitale-Nationale	14
04	Mauricie et Centre-du-Québec	4
05	Estrie	10
06	Montréal	70
07	Outaouais	4
08	Abitibi-Témiscamingue	6
09	Côte-Nord	2
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2
12	Chaudière-Appalaches	0
13	Laval	3
14	Lanaudière	12
15	Laurentides	14
16	Montréal	50
Total		191

Source : Système d'information pour la coordination régionale des admissions (SICRA), période 13 de l'année financière 2016-2017.

Notes :

- La région 10 (Nord-du-Québec) ne fait pas partie de la base de données SICRA.
- Les admissions transitoires sont exclues (bénéficiaire admis pendant la demande d'hébergement active, mais qui demeurent en attente pour une autre installation).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 313

Nombre d'adultes âgés de 18 à 65 ans qui vivent en CHSLD et dont la condition ne nécessite pas un hébergement en CHSLD au 31 mars 2018.

RÉPONSE NO 313

La réponse à la première partie de la question est fournie à la question n° 301 des questions particulières de l'Opposition officielle.

Par ailleurs, le système informatique ne nous permet pas d'identifier les usagers dont la condition ne requiert pas un hébergement en centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD), car la décision d'orientation est basée, notamment, sur le profil ISO-SMAF de l'utilisateur et sur le jugement clinique des intervenants.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 314

Bilan de situation des adultes hébergés en CHSLD et qui ne devraient pas s'y retrouver.

RÉPONSE NO 314

La réponse à cette question est fournie à la question n° 313 des questions particulières du Deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 315

Ententes avec les médecins spécialistes concernant les frais accessoires. Copie de ces ententes.

RÉPONSE NO 315

La réponse à cette question est fournie à la question n° 107 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 316

Bilan de la situation concernant la levée des ristournes en pharmacie.

RÉPONSE NO 316

Le plafond des allocations professionnelles représentait 30 % de la valeur des ventes d'un fabricant de médicaments génériques à un pharmacien propriétaire, et ce, du 1^{er} janvier au 27 janvier 2017.

À compter du 28 janvier 2017 et jusqu'au 18 octobre 2017, ce plafond a été aboli, puis à compter du 19 octobre 2017, il a été rétabli à 15 %.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 317

Concernant le projet OPTILAB :

- nombre de postes de techniciens de laboratoire coupés ou abolis dans chacune des régions;
- estimation des économies anticipées dans le cadre du projet Optilab lors des 5 prochaines années (par année);
- coûts liés à la sécurité d'emploi du personnel de laboratoire lors des 5 prochaines années (par années).

RÉPONSE NO 317

- nombre de postes de techniciens de laboratoire coupés ou abolis dans chacune des régions;

Les scénarios plans de main-d'œuvre sont en élaboration dans les établissements.

- estimation des économies anticipées dans le cadre du projet Optilab lors des 5 prochaines années (par année);

Cette information a été fournie à la demande d'accès à l'information 2016-2017.369. Vous trouverez la réponse au lien suivant :

http://www.msss.gouv.qc.ca/inc/documents/ministere/acces_info/demandes-acces/2016-2017/2016-2017.369-Document2.pdf

- coûts liés à la sécurité d'emploi du personnel de laboratoire lors des 5 prochaines années (par années).

Les coûts liés à la sécurité d'emploi n'ont pas été estimés puisque le nombre définitif de personnes qui seront touchées n'est pas connu.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Deuxième groupe d'opposition

QUESTION NO 318

Concernant la fin de la couverture publique des traitements de Fécondation In Vitro :

- nombre de couples qui ont bénéficié de traitements de Fécondation In Vitro en 2015, 2016 et 2017
- nombre de couples qui ont demandé un crédit d'impôt pour le traitement de l'infertilité en 2015, 2016 et 2017
- nombre des grossesses multiples au Québec en 2015, 2016, 2017 et depuis le début de l'année 2018.

RÉPONSE NO 318

- nombre de couples qui ont bénéficié de traitements de Fécondation In Vitro en 2015, 2016 et 2017

La réponse est fournie à la question no.95 des questions particulières de l'Opposition officielle.

- nombre de couples qui ont demandé un crédit d'impôt pour le traitement de l'infertilité en 2015, 2016 et 2017

La réponse à cette question proviendra de Revenu Québec.

- nombre des grossesses multiples au Québec en 2015, 2016, 2017 et depuis le début de l'année 2018.

La réponse à cette question est fournie à la question n°100 des questions particulières de l'Opposition officielle.